

Numéro 32 - 15 septembre 2018

La session parlementaire reprend le 17 septembre

La fraude de l'existence d'élections « libres et équitables » au Canada

- Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada -



La session parlementaire reprend le 17 septembre

- **La fraude de l'existence d'élections « libres et équitables » au Canada - Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada**
- **Le besoin de financer le processus, pas les partis**
- **Les activités de financement des partis politiques et « l'égalité des chances »**

**Fin des mises en candidature pour l'élection générale du 1er octobre
au Québec**

- **Le Parti marxiste-léniniste du Québec présente 25 candidates et candidats à l'élection 2018 - Pauline Easton**

Opposition à la restructuration antisociale en Ontario

- **Le gouvernement invoque la « clause nobostant »**
- **Un ordre du jour pour détruire les conseils municipaux - Janice Murray**
- **Les Torontois disent non à la restructuration antidémocratique du gouvernement**

À titre d'information

- **L'économie de l'Ontario**

Le mouvement du peuple de la Colombie-Britannique pour s'investir du pouvoir

- **Les avancées du camp du Oui dans la campagne référendaire en Colombie-Britannique - *Peter Ewart***
- **Manifestation à Vancouver contre la construction du pipeline Trans Mountain et le rachat de Kinder Morgan par le gouvernement fédéral - *Brian Sproule***
- **Donner la parole aux femmes autochtones disparues ou assassinées le long de la route des larmes**

L'anniversaire du 11 septembre

- **Non à l'intégration du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis ! Faisons du Québec et du Canada une zone de paix ! - *Geneviève Royer***

Élections au Brésil

- **Le Parti des travailleurs désigne un candidat pour remplacer Lula à la présidence du Brésil**
- **Fernando Haddad sera Lula pour des millions de Brésiliens! - *Lettre de Lula au peuple brésilien***

La session parlementaire reprend le 17 septembre

La fraude de l'existence d'élections « libres et équitables » au Canada

- Anna Di Carlo, dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada -

Le Parlement reprendra ses travaux le lundi 17 septembre 2018 à un moment où la nécessité du renouveau démocratique est criante. Une chose qui a été mise en évidence au cours de l'ajournement d'été de la Chambre des communes est que dans ce pays la notion que les élections sont « libres et équitables » est une fraude. Ce concept n'a rien à voir avec investir l'électorat du droit souverain de prendre les décisions. Ce qui est primordial, c'est trouver de nouvelles sources de financement pour désinformer l'électorat et le montant d'argent que les partis politiques et les candidats peuvent dépenser pour se faire élire. Les médias nous informent régulièrement quel parti est en tête de la course effrénée au financement.

Dire que tous les citoyens sont égaux dans l'exercice de leur droit d'élire et d'être élus ne fait pas de sens. On nous dit qu'un ensemble de règles limite les dépenses électorales et le montant que chaque personne peut contribuer aux partis politiques et aux candidats, mais il y a tellement d'exceptions intéressées à ces règles que toute définition d'égalité des chances ou d'élections libres et équitables a perdu sa pertinence.

La *Loi électorale du Canada* nie complètement la réalité que le corps politique est divisé entre une caste dirigeante et une classe dépossédée. La caste dirigeante comprend les membres de la classe dominante et leur suite de courtisans. Elle dirige



le gouvernement, contrôle les partis politiques dits majeurs et jouit d'une myriade de privilèges à cause de sa propriété privée des principaux moyens de production et de commerce et de tous les principaux médias imprimés, de la télévision et de la radio, ainsi que des fournisseurs d'Internet qui permettent les médias sociaux. Cette caste au pouvoir utilise ses positions d'influence sur toutes les prises de décisions. Elle possède et contrôle des entreprises qui jouent un rôle décisif pour perpétuer le système de gouvernement des partis cartellisés, comme les maisons de sondage, les conglomerats de relations publiques et le nouveau secteur multinational du marketing électoral qui lance des campagnes sur demande.

Selon la Loi électorale canadienne, en dehors de la période de campagne électorale officielle, les activités des individus et des partis politiques ne sont soumises à aucune restriction. Cela est censé prouver que nous jouissons au Canada de l'égalité pour exercer notre liberté d'association et notre liberté d'expression. Ces droits peuvent être exercés par n'importe quel parti ou organisation, dit-on. Mais comment s'exercent ces libertés pour les partis cartellisés, dont tous les faits et gestes font la une des journaux et sont rapportés aux heures de grande écoute, est très différent pour les partis politiques enregistrés, les organisations du peuple et les syndicats dont les activités, jugées « marginales » ou dangereuses pour l'économie par l'élite dominante, ne reçoivent aucune attention et sont, de manière générale, considérées comme même pas dignes de mention.

Les machines de relations publiques des partis dits majeurs admettent que, quelle que soit la couverture que leurs clients reçoivent, négative ou positive, cela sert à faire en sorte que les trois « partis politiques majeurs » bénéficient d'être promus chaque jour et d'entrer dans la conscience des Canadiens. Rien d'autre ne compte.

La fraude d'une période de « campagne électorale officielle » de 30 à 40 jours au cours de laquelle les dépenses sont soumises à un plafond afin de contrôler l'influence des gros capitaux est en effet une fraude. En dehors de cette période, la seule contrainte légale visant à assurer l'équité électorale consiste à limiter les contributions politiques en interdisant les contributions des sociétés, des syndicats ou d'individus qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents et en plafonnant les contributions annuelles. La créativité des partis cartellisés pour trouver des failles pour contourner les limites imposées par la Loi électorale ou pour l'interpréter de manière intéressée est stupéfiante. Cela montre leur degré de cynisme et de corruption. Cela montre également que, à moins que les citoyens ne les obligent à rendre des comptes en s'engageant sur une voie entièrement nouvelle, celle du renouveau politique, ces partis politiques dits majeurs, avec les lois électorales qu'ils adoptent et interprètent, continueront d'être les gardiens du pouvoir politique de cette caste dirigeante corrompue et en putréfaction.



La société est divisée entre la classe dominante et la classe ouvrière. L'unique but de la caste au pouvoir est de défendre les intérêts de la classe dominante et de perpétuer un système qui utilise toutes les ressources de la société sur lesquelles elle exerce un contrôle pour payer les riches et en profiter elle-même. C'est inadmissible. Il est grand temps que les élections soient régies par des règles modernes décidées directement par les citoyens, débarrassées du rôle des privilèges et du pouvoir et qui portent les citoyens au pouvoir, et non les partis cartellisés qui forment des gouvernements antipeuple et antinationaux pour gouverner au nom d'intérêts privés supranationaux.

Le besoin de financer le processus, pas les partis

Depuis l'ajournement de la Chambre des communes le 22 juin, le Parti libéral au pouvoir, la loyale opposition conservatrice et le NPD ont tenu des réunions de caucus, des activités de financement et des congrès. Ces activités visaient à préparer les prochaines élections fédérales qui se tiendront dans un peu plus d'un an, le 21 octobre 2019, conformément à la Loi sur les élections à date fixe. La frénésie électorale s'est emparée de ces partis depuis longtemps au grand dégoût de l'électorat qui est prisonnier de leurs bouffonneries. Pendant les vacances parlementaires d'été, les activités les plus notoires de ces partis ont été des activités de financement et de désinformation.

Les ministres du gouvernement Trudeau et le premier ministre Trudeau lui-même ont parcouru le pays et tenu des dîners bénéfices à 1 000 \$ et 1 500 \$ le couvert. Qu'est-ce qu'un dîner avec le premier ministre apporte de plus à un donateur que celui-ci ne recevrait pas en donnant tout simplement cette somme directement au parti ? Les modifications apportées à la Loi électorale qui exigent que certaines activités de financement auxquelles participent le premier ministre et les membres du Cabinet soient annoncées à l'avance et donc « transparentes » n'ont pas répondu à cette question.

À leur congrès en août, les conservateurs ont tenu un atelier au cours duquel les mesures créatives proposées par l'ancien sénateur à la retraite, Irving Gerstein, surnommé le «

collecteur de fonds » en chef du parti, ont été présentées. Ces mesures consistent à jouer avec le système de remboursement des dépenses électorales et le plafonnement des dépenses imposé aux partis et aux candidats. Gerstein a expliqué que le parti voulait assurer sa sécurité financière après les élections fédérales de 2019 en utilisant un stratagème pour être admissible à un remboursement de la TVH/TPS. Les organismes sans but lucratif qui reçoivent plus de 40 % de leur financement de sources gouvernementales ont le droit de demander un remboursement de 50 % de la TVH/TPS. Lorsque les partis politiques recevaient une subvention par vote, les partis cartellisés pouvaient facilement atteindre cette cible, car le financement public représentait en moyenne 45 % de leurs revenus. Depuis que le gouvernement conservateur de Harper a éliminé la subvention par vote, ce n'est plus le cas.

Pour compenser cette perte, les conservateurs ont introduit une politique controversée à leur congrès. Selon cette politique, les candidats conservateurs devront remettre au parti 50 % des remboursements de dépenses électorales qu'ils recevront lors des élections de 2019. Habituellement, ces remboursements sont remis à l'association de circonscription locale et conservés pour les prochaines élections. Selon Gerstein, les associations de circonscription du parti sont assises sur approximativement 23 millions de dollars. Pour justifier cette nouvelle politique aux délégués de la convention, Gerstein a offert « un raisonnement à six millions de dollars ».

Gerstein a expliqué que le parti doit composer avec une perte de 20 millions de dollars - la subvention par vote dont il disposait au cours du dernier cycle électoral. Il a déclaré que pour que le fonds conservateur garde une longueur d'avance dans le jeu du financement politique et sorte des élections de 2019 sans dette et avec des liquidités en banque, il doit « augmenter la proportion



[des revenus] provenant du financement gouvernemental ». L'ironie est que le parti qui a éliminé la subvention par vote en affirmant que « les partis politiques ne devraient pas être financés par les deniers publics », manœuvre maintenant pour obtenir davantage de fonds publics. Gerstein a expliqué sans honte que pour recevoir un remboursement de TPS/TVH, estimé à 6 millions de dollars, le parti devait augmenter le pourcentage de ses revenus provenant de sources gouvernementales à un seuil de 40 %. À première vue, le plan consiste à traiter les remboursements de dépenses électorales des candidats qui sont transférés au parti non pas comme un « transfert » d'un candidat, mais comme un remboursement du gouvernement au parti. Les conservateurs pensent que c'est une proposition défendable. Pour y arriver, ils doivent s'assurer que les candidats conservateurs maximisent leurs dépenses et, par conséquent, leurs remboursements potentiels venant des fonds publics. Cela signifie également que les activités de financement des candidats conservateurs prennent une importance particulière.

Pour sa part, le NPD a enfin remis son rapport financier annuel 2017. Ce rapport montre que ses activités de financement traînent loin derrière celles des autres partis qui siègent au Parlement. Le NPD a annoncé qu'il résoudrait ce problème en investissant davantage dans les techniques de pointe de collecte de fonds.

Rien de tout cela n'est considéré comme un problème politique dû à la dégénérescence du système de gouvernement de parti et au fait que le système appelé démocratie représentative ne représente ni les citoyens membres du corps politique ni le corps politique. Ce système sert des intérêts privés qui, aujourd'hui, sont déterminés à détruire l'obligation qu'a le gouvernement d'utiliser les ressources naturelles et humaines pour répondre aux besoins des gens et de la société au niveau national et également international.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), enregistré auprès d'Élections Canada sous le nom de Parti marxiste-léniniste du Canada, soutient que la loi électorale devrait être modifiée pour que, par l'entremise d'Élections Canada, le processus électoral soit financé et non les partis. Le financement public des partis politiques prend la forme de crédits d'impôt pour les contributions politiques et de remboursement des dépenses électorales.

À la suite de l'élection fédérale de 2015, les partis politiques qui satisfaisaient à l'exigence relative au seuil de vote requis ont reçu plus de 60 millions de dollars en remboursement des dépenses électorales, tandis que leurs candidats ont reçu 42 millions de dollars. Les partis politiques qui reçoivent 2 % des suffrages exprimés valides à l'échelle nationale, ou 5 % des suffrages valides dans les circonscriptions où ils ont présenté des candidats, reçoivent un remboursement de 50 %. Les candidats reçoivent un remboursement de 60 % s'ils obtiennent 10 % des suffrages exprimés. Cette subvention publique donne clairement un avantage injuste et injustifiable qui rend impossible toute égalité des chances.

Le crédit d'impôt pour contributions politiques, qui prévoit un remboursement d'impôt pouvant aller jusqu'à 650 \$, ne bénéficie qu'à ceux qui doivent des impôts après toutes les autres déductions et donc avantage les mieux nantis. Entre 2011 et 2014, le coût du crédit d'impôt pour contributions politiques était en moyenne de 25,2 millions de dollars par an. En 2015, la dernière année électorale, le coût était de 55 millions de dollars et les projections sont qu'il sera de 45 millions de dollars en 2019. Dans son rapport sur le coût du crédit d'impôt pour les fonds publics, l'Agence du revenu du Canada explique que « cette mesure encourage une large participation des citoyens au processus électoral ».

Cela ne fonctionne clairement pas. En 2017, tous les partis politiques enregistrés ont recueilli des contributions politiques totalisant 41,6 millions de dollars auprès de 222 357 personnes, soit moins de 0,82 % du nombre estimé des électeurs canadiens admissibles.

Les crédits d'impôt pour les contributions peuvent être supprimés, mais surtout aucun parti ou

candidat ne devrait être remboursé pour des dépenses électorales basées sur les résultats passés. Les fonds publics devraient être utilisés pour créer des conditions dans lesquelles tous les membres du corps politique peuvent participer aux processus électoraux et politiques indépendamment de leur situation financière ou de leurs liens avec un parti politique.

Le stratagème de remboursement des dépenses électorales et du plafonnement des dépenses électorales force les partis cartellisés à se livrer à un numéro de funambule. D'une part, ils veulent maximiser leurs remboursements en faisant en sorte que la plus grande partie de leurs dépenses pendant la « campagne électorale officielle » soit considérée comme des « dépenses électorales » pouvant être remboursées. D'autre part, ils veulent dépenser le plus possible pour battre leurs concurrents et ils doivent donc exclure les dépenses qui leur feraient dépasser le plafonnement. Les modifications intéressées à la *Loi électorale du Canada* et les interprétations intéressées de la loi, encore plus nombreuses, abondent. C'est ce que l'on a vu avec le scandale des transferts des conservateurs, avec le stratagème de transfert des dépenses du parti, assujetties au plafond des dépenses, aux candidats pour les rendre admissibles à un remboursement de 60 % plutôt que de 50 %. L'élaboration de telles interprétations est devenue un art en soi qui sépare le bon grain de l'ivraie, les « bons » collecteurs de fonds et planificateurs budgétaires des partis dits majeurs des autres.

Avec sa *Loi sur l'intégrité des élections* de 2014, le gouvernement Harper a exclu les dépenses de collectes de fonds des dépenses électorales qui sont visées par le plafond des dépenses. Le Parti libéral, qui a promis d'annuler les dispositions injustes de la *Loi sur l'intégrité des élections*, n'a pas trouvé cela injuste, et le NPD n'a pas jugé bon non plus de s'y opposer. Auparavant, les partis cartellisés qui dépensent des sommes énormes en sondages - qu'ils gardent pour eux ou rendent publics, selon que les résultats leur sont avantageux ou pas - ont décidé d'exclure les sondages de la définition d'une dépense électorale.

L'exclusion des dépenses de financement illustre bien la nature corrompue de ces changements intéressés. Lorsque la *Loi sur l'intégrité des élections* a été déposée à la Chambre des communes, Marc Mayrand, alors directeur général des élections, s'est opposé avec succès à une disposition qui aurait exclu le coût des appels téléphoniques des dépenses électorales pendant une élection, s'ils étaient faits à des fins de financement à une personne qui avait contribué plus de 20 \$ à un parti politique dans le passé. M. Mayrand avait souligné à l'époque que cette disposition « compromettrait l'égalité des chances » entre les partis politiques. « Il ne faut guère d'imagination pour comprendre que d'autres communications partisans peuvent être déguisées en activité de financement », avait-il déclaré, et qu'il serait également « difficile, voire impossible » d'empêcher que cela se produise.

La loi actuelle stipule que bien que les activités de financement sont exclues, le matériel promotionnel de financement est assujéti au plafond des dépenses électorales. Par exemple, le coût de production d'un dépliant faisant la promotion d'une activité de financement est considéré comme une dépense électorale. Mais l'envoi de prospectus par la poste a largement disparu. Les bases de données sont à la fine pointe de la technologie, mais les millions de dollars dépensés pour la construction des bases de données sont exclus parce que ces dernières sont classées dans la catégorie de la « propriété intellectuelle » !

Ces bases de données contiennent des informations détaillées sur les électeurs et sont devenues un élément central de toutes les formes de campagne électorale, notamment les communications liées au financement. Les partis politiques et les experts des campagnes électorales parlent continuellement de l'importance de ces bases de données des électeurs et qui selon eux sont essentielles pour le microciblage.

Les dépenses de financement sont importantes. En 2017, le Parti conservateur a annoncé des contributions de 18,8 millions de dollars et des dépenses de financement de 7,1 millions de

dollars. Le Parti libéral du Canada a recueilli 14 millions de dollars et dépensé 2,7 millions de dollars pour la collecte de fonds.

Au congrès d'orientation politique du Parti conservateur, qui s'est tenu en août 2018 à Halifax, le président du Fonds conservateur, Irving Gerstein, s'est vanté que l'utilisation de la base de données nationale des électeurs du parti était « essentielle » à sa capacité de recueillir des fonds. Le NPD a récemment déposé son rapport annuel de 2017 ; ce rapport montre que le NPD a recueilli 4,8 millions de dollars en contributions et dépensé 422 809 dollars en dépenses de financement, ce qui représente une augmentation de 100 000 dollars par rapport à l'année précédente. La porte-parole du NPD, Melissa Bruno, a déclaré au *Hill Times* que le parti élargissait et améliorait « les stratégies d'engagement et de financement en utilisant nos ressources numériques et humaines ».

Avec tous ces millions dépensés par les partis cartellisés pour solliciter des contributions en 2017, ce sont 198 283 personnes qui ont versé une contribution à ces trois partis. Cela représente moins de 0,73 % des électeurs canadiens admissibles, soit 27 182 615 électeurs à la fin de 2017. Il est clair que le processus électoral actuel ne mobilise pas les Canadiens en appui à ces partis politiques.

Ces partis cartellisés se moquent des règles officielles qui prétendent garantir l'égalité des chances lors des élections. Tout cela échoue lamentablement pour garantir le droit de tous les citoyens d'élire et d'être élus. Les partis qui forment le système des partis cartellisés ne sont plus en mesure d'attirer des bénévoles parce qu'ils n'ont plus d'objectif social qui corresponde aux préoccupations de citoyens. Le bénévolat a été remplacé par des entreprises d'appel, des sociétés d'analyse de données, des compilateurs d'informations personnelles, etc. Les coûts des machines électorales montent en flèche et leur « solution » consiste à recourir à des moyens de plus en plus créatifs et frauduleux pour collecter des fonds par les microciblages et en contournant les plafonds de dépenses. Ils ramassent de l'argent en ciblant les gens d'une manière qui dépolitise complètement le corps politique.

Les activités de financement des partis politiques et « l'égalité des chances »

Le Parti marxiste-léniniste du Canada a récemment présenté à Élections Canada son opinion que les interprétations des dispositions de la *Loi électorale du Canada* portant sur les activités de financement ne devraient pas être utilisées pour contourner le but déclaré des règles du financement électoral d'établir « l'égalité des chances ». Les activités de financement sont un élément du pouvoir et des privilèges qui pèsent sur les processus électoraux et politiques, a souligné le PMLC. Il a cité un document de recherche, présenté au Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique de 2009, qui a pour titre « La Loi sur le financement électoral et la centralisation des partis au Canada ». Les auteurs affirment que « l'aile nationale de chaque parti bénéficiait ... d'un avantage naturel sur ses entités locales dans la collecte de fonds ». Ils expliquent :

Pour solliciter un grand nombre de contributions relativement modestes de particuliers au Canada actuellement, il faut utiliser des pratiques et des technologies comme le publipostage, la sollicitation téléphonique et la collecte de fonds sur Internet. Ces techniques réussissent lorsque le contenu des appels est soigneusement conçu et personnalisé ; les coûts fixes d'établissement de l'infrastructure et d'attrait sont élevés, de sorte qu'ils ne sont réalisables qu'en tant que grandes entreprises. Les associations locales

dirigées par des bénévoles qui tentent de rejoindre les sympathisants dans une zone géographiquement limitée se heurtent à d'importants obstacles lorsqu'ils cherchent à utiliser de ce type de techniques. [1]

Un des avantages qu'ont les partis nationaux pour leurs activités de financement vient de leur accès aux listes électorales nationales et de leurs bases de données sur les électeurs. Le PMLC a souligné :

Un parti qui présente des candidats dans tout le pays a accès à l'ensemble de la liste nationale des électeurs. Les candidats indépendants et les candidats des partis n'ont pas accès à la liste nationale. Nous comprenons qu'il est tout à fait légal d'utiliser la liste électorale à des fins de financement, mais l'inégalité de cette situation doit être prise en considération. [...]

Le PMLC a souligné que de tels avantages compromettent la capacité de tous les citoyens à solliciter un soutien politique et financier pour leur candidature sur un pied d'égalité :

C'est se moquer d'une loi qui prétend avoir un ensemble de règles pour les candidats et une autre série de règles pour la compétition entre les partis. Le fait que cette distinction ait été longtemps bafouée ne rend pas ce nouveau développement plus acceptable. Cela ajoute à la manière dont les candidats indépendants sont désavantagés et discriminés au motif que le but d'une élection est de donner naissance à un gouvernement de parti et que, par conséquent, les partis et les candidats d'un parti devraient être favorisés par la loi. Bien qu'il soit fréquemment dit que les candidats indépendants ne sont pas « viables », les caractéristiques de la loi électorale, qui favorise la viabilité des candidats des partis par rapport aux candidats indépendants et les partis représentés à la Chambre des communes par rapport à ceux qui ne le sont pas, font que les candidats indépendants ne reçoivent pas une égalité de traitement.

Il y a d'autres aspects manifestement injustes dans les activités de financement. Les candidats indépendants à qui il reste des fonds de campagne à la fin d'une élection sont obligés de les remettre au receveur général. Les candidats des partis politiques, en revanche, sont autorisés à conserver ces fonds pour les prochaines élections.

Le temps que les membres du gouvernement et des partis représentés à la Chambre consacrent aux activités de financement, alors qu'ils sont censés travailler pour le public, illustre bien les inégalités de ce système qui favorise le pouvoir et le privilège. C'est ce que l'on a vu pendant l'ajournement d'été des travaux parlementaires du 22 juin au 17 septembre. Ces activités des partis politiques et des députés, qui bénéficient d'un financement public par leurs salaires et le financement public de leurs bureaux de circonscription et de leurs bureaux de recherche, sont censées être réglementées. Le Parlement a des règlements parlementaires et Élections Canada a des guides sur l'utilisation des ressources parlementaires à des fins de campagne électorale. Ceux-ci s'appliquent tant pendant qu'en dehors de la période de campagne électorale officielle. Mais la dégénérescence des institutions parlementaires et du système des partis cartellisés et la continuité entre les campagnes électorales et les autres activités politiques font que ces guides sont de plus en plus incohérents, non pertinents et dénués de sens et pratiquement impossibles à appliquer.

Note

1. *Election Finance Law and Party Centralization in Canada*, David Colleto, Harold Jansen, et Lisa Young.

**Fin des mises en candidature pour l'élection générale du 1er octobre
au Québec**

Le Parti marxiste-léniniste du Québec présente 25 candidates et candidats à l'élection 2018

- Pauline Easton -



Le 15 septembre, après la clôture des mises en candidature pour l'élection générale du Québec 2018, le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) a accueilli ses amis et partisans, ainsi que ses candidates et candidats, à son local de Montréal dans le cadre d'une soirée portes ouvertes. Au son des applaudissements et acclamations, le chef du Parti Pierre Chénier a annoncé que le PMLQ a fait inscrire 25 candidates et candidats pour l'élection du 1er octobre.

Les candidats du Parti sont aux premières lignes de la lutte du peuple pour ses droits et pour un projet d'édification nationale élaboré par le peuple lui-même, a dit Pierre. Ils se présentent dans les régions de Montréal, la Rive-Sud, la Capitale-Nationale et l'Outaouais.

Élections Québec a annoncé en après-midi du 15 septembre, à la clôture de la période de mises en candidature, qu'au total, 940 candidates et candidats se présentent dans les 125 circonscriptions du Québec. Cela représente 126 (26,5 %) de plus qu'à l'élection de 2014. Le communiqué précise qu'il y a en moyenne 7,5 candidats par circonscription. Les circonscriptions Gaspé et Îles-de-la-Madeleine sont celles où il y a le moins de candidatures, soit 4 chacune. C'est dans Laurier-Dorion qu'il y en a le plus, soit 12.

Outre les 500 candidats en lice pour les quatre partis qui siègent déjà à l'Assemblée nationale, 440 candidats représentent les 14 autres partis enregistrés et il y a 21 candidats indépendants (comparé à 11 en 2014). Ensemble, les candidats autres que ceux des partis qui siègent à l'Assemblée nationale représentent 46,8 % des candidats à cette élection.

Cela montre la volonté des Québécois et Québécoises de parler directement de leurs

préoccupations concernant la société. Cela montre également la nécessité d'organiser politiquement le peuple pour renouveler le processus politique pour mettre fin au système électoral qui divise le corps politique, qui bloque tout discours politique et qui réduit l'élection à une bagarre de rue entre les partis de cartel. Attaques racistes contre les minorités, les immigrants et les réfugiés, exploitation de la situation des plus vulnérables comme trophées pour se prétendre soucieux du bien-être de la population — telles sont leurs armes dans cet échange de coups.

Seuls les candidats qui ont déjà été sélectionnés par la classe dirigeante comme aptes à former un gouvernement sont entendus. Cela porte atteinte à la conception que le gouvernement qui arrive au pouvoir a un mandat et le consentement des gouvernés. Cela montre que la division du corps politique entre les gouvernants et les gouvernés est anachronique et que, comme le dit le PMLQ, il est grand temps de mettre en place des arrangements modernes qui confèrent le pouvoir souverain, le pouvoir de décision, aux citoyens, au lieu de le maintenir concentré entre les mains de cette caste dirigeante asservie à des intérêts supranationaux.

Selon le communiqué d'Élections Québec, l'âge moyen des candidats est de 45 ans, 168 candidats sont âgés de 18 à 29 ans et 189 autres ont entre 30 et 39 ans. Ce résultat contredit le refrain sempiternel que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique. Au Québec, ils sont à l'avant-garde des efforts pour humaniser l'environnement naturel et social et ils sont actifs dans toutes les luttes pour la justice économique et sociale.

Élections Québec signale également que 375 candidats sont des femmes, soit 40 %, contre 29,4 % à l'élection de 2014. Plus de 50 % des candidats de deux des partis sont des femmes : Québec solidaire avec 66 femmes et la Coalition avenir Québec avec 65 femmes. Le PMLQ croit lui aussi que c'est significatif. Au Québec, les femmes ont toujours pris leur place dans la lutte pour l'égalité de tous et toutes et pour que les droits soient garantis. Pour le PMLQ, ces résultats traduisent leur volonté de s'investir du pouvoir de décider.

Nous vivons à une époque où, au nom des droits des femmes et de l'égalité des hommes et des femmes, la caste dirigeante et ses médias poussent la politique identitaire. La politique identitaire divise le corps politique en fonction des valeurs, de la nationalité, des croyances religieuses et de la conscience. C'est un moyen odieux de désinformer le corps politique, ce qui signifie priver les gens d'une conception du monde qui les favorise. Le travail le plus important actuellement pour lutter contre cette désinformation est que dans les lieux de travail, dans les établissements d'enseignement, dans les communautés et les lieux où les personnes âgées se rassemblent, les gens discutent ensemble de comment les problèmes se posent et décident comment intervenir pour changer la situation en leur faveur. Le PMLQ est d'avis que plus il y a de travailleurs, de femmes et de jeunes qui se battent pour obtenir ce qu'ils jugent nécessaire, meilleures sont les chances de changer la situation en faveur du peuple.

À la soirée portes ouvertes, Pierre a annoncé que le PMLQ se présente à l'élection avec la plateforme « Pour un Québec moderne qui défend les droits de tous et toutes ! » et « Humanisons l'environnement naturel et social : tous ensemble pour le renouveau démocratique ! »

« La lutte pour humaniser l'environnement naturel et social est au centre des luttes des travailleurs et du peuple au Québec et ceci pose directement la question d'investir le peuple du pouvoir de décider lui-même de toutes les affaires qui le concernent, lui et sa société, et non les grands intérêts privés supranationaux qui président à la destruction nationale », a dit le chef du PMLQ.

Il a félicité les travailleurs, les organisations de justice sociale qui se préoccupent de la préservation du tissu social et les personnes soucieuses de l'environnement naturel qui, malgré le blackout d'information contre eux dans cette élection, persistent à dire ce qu'ils ont à dire par la parole et des actions. Pierre a fait remarquer que cette élection est telle qu'elle empêche complètement le peuple d'exprimer ses vraies préoccupations. Le système de partis de cartel qui a

usurpé les positions de pouvoir a éliminé le discours politique et les échanges entre les partis cartellisés sont réduits à une bagarre de rue. Il a fait remarquer que durant le premier tournant de l'élection, les principaux prétendants, les soi-disant grands partis, et leurs machines électorales et les médias ont recours aux provocations racistes contre les minorités, les immigrants et les réfugiés dans un effort désespéré pour accaparer l'attention et faire les manchettes. Il est possible de réorienter le débat, a-t-il dit.

Le chef du PMLQ a lancé l'appel aux travailleurs, aux femmes et aux jeunes à faire une différence dans cette élection en ne permettant pas l'élection d'un gouvernement majoritaire. Il faut 63 des 125 sièges à l'Assemblée nationale pour avoir la majorité et les sondages donnent 68 sièges à la Coalition avenir Québec (CAQ). La proposition de Pierre que les électeurs identifient six ou sept de ces circonscriptions où la CAQ peut être battue et s'organisent pour qu'aucun des partis ne forme un gouvernement majoritaire a suscité beaucoup d'intérêt parmi les candidats, partisans et amis présents à la soirée. Une action concertée dans ce sens exprimera le rejet de l'ordre du jour antisocial comme une expression de la volonté du peuple. En agissant comme une force politique organisée, les Québécois peuvent décidément améliorer leur capacité de tenir en échec le gouvernement qui sera porté au pouvoir.

Cette proposition place l'initiative entre les mains des Québécois en leur donnant un moyen d'intervenir dans l'élection en unissant leurs rangs dans une cause commune. C'est une proposition qui provoque l'imagination et permet d'ouvrir la perspective d'un peuple qui agit pour changer la situation en sa faveur. Bref, même si les élections sont organisées de manière à complètement marginaliser le peuple, celui-ci peut trouver des façons d'intervenir pour obtenir des résultats qui lui seront plus favorables dans la situation donnée. Dans toutes les circonscriptions où les travailleurs peuvent faire une différence quant au choix du député, dans le but d'empêcher l'élection d'un gouvernement majoritaire, le PMLQ interviendra pour organiser les travailleurs pour que cela se fasse.

Avec cela comme programme pour les deux dernières semaines de la campagne électorale, les candidats et les partisans du PMLQ sont prêts à faire la différence. Ils organiseront les gens en leur fournissant un argument pour un gouvernement minoritaire, comme déclaration claire de l'électorat contre l'ordre du jour antisocial. Le peuple a ici la possibilité de vaincre la conception de division, bagarreuse et antihumaine que la caste dirigeante impose dans cette élection.







(Photos: PMLQ)

Opposition à la restructuration antisociale en Ontario

Le gouvernement invoque la « clause nonobstant »



Rassemblement à l'hôtel de ville contre le projet de loi 5, le 27 juillet 2018.

Comme on pouvait s'y attendre, depuis que le Parti progressiste-conservateur a pris en charge le gouvernement de l'Ontario à la suite des élections provinciales du 7 juin, son chef, Doug Ford, prétend que les élections lui ont conféré le « mandat » d'intensifier l'offensive antisociale. Ford utilise sa position majoritaire au sein de la législature pour faire passer un programme de saccage au nom de ce « mandat ». Dès qu'il a pris ses fonctions, il a immédiatement utilisé ses pouvoirs de prérogative pour mettre au rancart le projet pilote de revenu de base, a détourné 1,9 milliard de dollars affectés à l'appui en santé mentale dans le cadre de la formation policière ; annoncé des fonds pour les services de police de la ville de Toronto pour « combattre les armes à feu et les gangs » ; annulé un nouveau financement pour des programmes communautaires visant à réduire la violence ; annulé 758 projets d'énergie renouvelable et le programme de rabais du Fonds pour un Ontario vert pour les propriétaires ; introduit un curriculum provisoire vague sur l'éducation sexuelle, suivi de menaces par M. Ford allant à des conséquences pour ceux qui continuent à utiliser le programme d'études de 2015, et publicisé une ligne téléphonique pour signaler les enseignants qui le font ; retiré le soutien de la province aux demandeurs d'asile qui veulent s'y établir ; annoncé un gel de la fonction publique jusqu'à ce que les progressistes-conservateurs

effectuent un examen ligne par ligne ; et a mis fin à toutes les dépenses discrétionnaires (par exemple, pas de voyage non essentiel ou de nourriture lors de réunions).

La première session de la 42e législature a été convoquée pour une rare séance estivale, avec le discours du trône le 12 juillet. Parmi les premiers points à l'ordre du jour du premier ministre figuraient l'introduction le 16 juillet du projet de loi 2 parmi lequel étaient inclus 3 mesures législatives dont l'une est de mettre fin à la grève de cinq mois du personnel enseignant de l'Université York.

Le projet de loi 5, *Loi de 2018 sur l'amélioration des administrations locales*, a été déposé le 30 juillet afin de modifier la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* - une loi provinciale qui délègue expressément de vastes pouvoirs à Toronto et qui reconnaît que c' « est un gouvernement qui est capable d'exercer ses pouvoirs de façon responsable et redevable » ainsi que la *Loi de 2001 sur les municipalités* et la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. Annoncé le 27 juillet, le jour de clôture des mises en candidature pour les élections du 22 octobre, le projet de loi 5 modifie immédiatement les limites des districts municipaux électoraux pour correspondre aux limites actuelles des circonscriptions électorales fédérales et provinciales, réduisant le nombre de conseillers de 47 à 25.

Face à un mur de résistance des Torontois, Ford a déclaré à l'Assemblée législative : « Les gens veulent un gouvernement plus petit... Ils veulent une ville de Toronto qui soit fonctionnelle, une ville de Toronto capable de construire des transports en commun. » L'examen du projet de loi 5 a été accéléré et le projet adopté le 14 août.



Un avis de demande auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, demandant au tribunal de réviser le projet de loi et de se prononcer sur sa légalité, a été lancé par Rocco Achampong, un avocat et candidat dans le district électoral 13, quelques heures après le dépôt du projet de loi. La ville de Toronto a lancé sa propre contestation juridique après que le Conseil eut voté le 20 août pour lutter contre la loi et épuiser toutes les voies de recours, y compris en appelant tout jugement défavorable. Un troisième recours a été lancé au nom des candidats et des électeurs du conseil municipal. Les arguments juridiques portaient entre autres sur les droits énoncés dans la Charte canadienne des droits et libertés, les principes constitutionnels et la question de la représentation effective. Le 31 août, devant une centaine de personnes, le juge Edward Belobaba, juge à la Cour supérieure de justice de l'Ontario, a entendu toutes les contestations judiciaires durant une journée entière d'audiences.

Le 10 septembre, le juge Belobaba a rendu sa décision. Affirmant que la question dont il était saisi était sans précédent et que le gouvernement provincial avait « clairement franchi une ligne » avec ce projet de loi, il a annulé les articles du projet de loi 5 qui modifient le nombre de districts électoraux et de conseillers.

Le premier ministre Ford a déclaré que pour remplir le « mandat » de son gouvernement, il fallait passer outre à la décision de la cour en utilisant la « clause nonobstant » de l'article 33 de la Charte. Lors d'une conférence de presse le 10 septembre, il a déclaré que son gouvernement interjetterait immédiatement appel de la décision devant la Cour d'appel de l'Ontario (ce que le gouvernement a fait le 12 septembre) et a déclaré : « Notre priorité est de déposer de nouveau le projet de *Loi sur l'amélioration des administrations locales* et avec elle, invoquer l'article 33 de la Constitution. »

« Je tiens à préciser que nous sommes prêts à utiliser à nouveau l'article 33 à l'avenir. Nous sommes d'avis que si vous voulez adopter de nouvelles lois en Ontario ou au Canada, vous devez d'abord demander un mandat à la population et vous devez être élus parce que ce sont les gens qui décideront de ce qui est dans leur intérêt », a déclaré Ford.

Ford s'est opposé à ce que des juges non élus aient leur mot à dire sur des questions qui relèvent vraisemblablement de sa compétence pour faire ce qu'il veut au nom d'avoir été élu. « La démocratie », a-t-il dit, « veut dire aller tous les quatre ans pour élire un gouvernement sans craindre que votre mandat soit réfuté ».

Le 12 septembre, Ford a convoqué l'Assemblée législative, deux semaines plus tôt que prévu, pour présenter à nouveau la loi antisociale sur la restructuration des administrations municipales, invoquant la « clause nonobstant », cette fois comme le projet de loi 31, *Loi de 2018 pour des administrations locales efficaces*. La législation a été adoptée en première lecture à l'Assemblée législative le 12 septembre par un vote de 63 voix contre 17, avec un nombre important de 124 membres, dont 12 membres des progressistes-conservateurs, absents. De nombreux députés néo-démocrates ont été escortés hors de la législature après avoir refusé de se taire durant la lecture du projet de loi. Les citoyens de Toronto préoccupés par le projet de loi 31 avaient été expulsés de la galerie des visiteurs plus tôt dans la journée lorsqu'ils se sont opposés à la loi et à l'utilisation de la « clause nonobstant ».

Il est clair que le gouvernement Ford continuera là où le gouvernement libéral s'était arrêté, intensifiant la destruction de tous les arrangements relevant d'une autorité publique, s'en tenant à ses fonctions de police qu'il exercera en faisant appel à son prétendu mandat de gouverner par décret. C'est la voie dans laquelle la classe dirigeante s'est engagée en Ontario depuis que Mike Harris a pris le pouvoir en 1995. Que le gouvernement soit appelé de droite, du centre ou de la gauche, tous ont suivi l'ordre du jour néolibéral dicté par l'oligarchie financière internationale. Le renouveau politique d'investir les citoyens du pouvoir de décider est à l'ordre du jour.

Un ordre du jour pour détruire les conseils municipaux

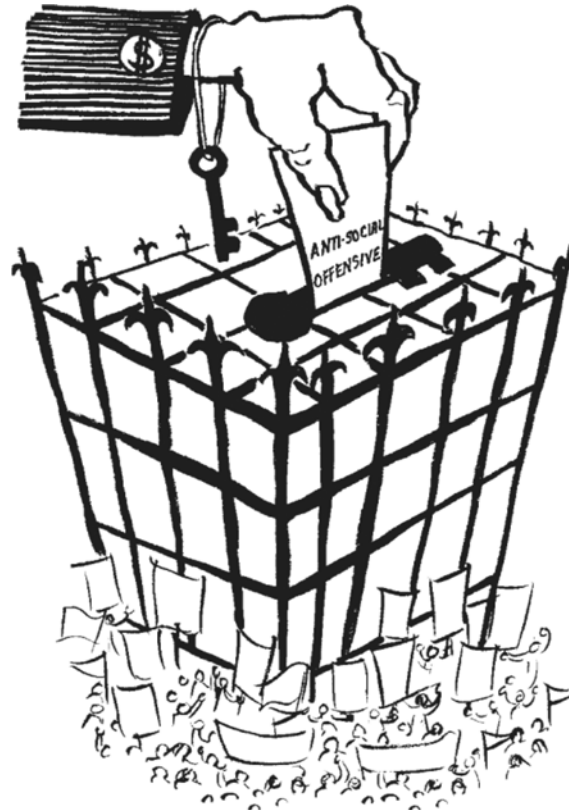
- Janice Murray -

Le gouvernement Ford mène un programme qui vise à détruire les conseils municipaux qui ne manquera pas de trouver des partisans à travers le pays. En effet, les accords de libre-échange tels que celui que le Canada a signé avec l'Europe et sans doute les arrangements impliqués dans la renégociation de l'ALÉNA exigent la destruction d'autorités concurrentes qui interfèrent dans l'usurpation de pouvoir des oligopoles engagés dans la livraison des biens et services.

Les articles contestés du projet de loi 5 du gouvernement Ford, *Loi de 2018 sur l'amélioration des administrations locales*, ont réduit le nombre de districts électoraux municipaux dans la ville de Toronto de 47 à 25.^[1] Le juge Belobaba, de la Cour supérieure de l'Ontario, a soutenu que la réduction du nombre de districts électoraux municipaux au milieu d'une élection constituait une violation du droit à la liberté d'expression des candidats et des électeurs.

Dans sa décision, le juge Belobaba a déclaré que la réduction de districts électoraux municipaux violait le droit des candidats à la liberté d'expression, ce qui entrave la capacité des candidats à communiquer leur message politique à l'électorat. Il a déclaré que les candidats se voient forcer de passer une grande partie de leur temps avec les électeurs à expliquer les problèmes liés au projet de loi 5 plutôt que de présenter leurs programmes.

Ce qui a été obscurci par la couverture médiatique tout au long de ce fiasco, c'est que cela n'a rien à voir avec un mandat reçu des citoyens de l'Ontario, mais à tout à voir avec le programme que l'oligarchie financière internationale impose à ce moment-ci à tous les paliers de gouvernements de tous les pays. La directive est de détruire les autorités au niveau municipal qui interfèrent avec la capacité des oligopoles maraudeurs à privatiser tous les services, à détruire les syndicats et à marginaliser les citoyens.



Le but de ce programme qui vise à détruire les conseils municipaux et les arrangements actuels est de prendre le contrôle de toutes les questions liées à la propriété, y compris les taxes, les questions immobilières et les contrats de construction d'infrastructures et de services aux villes et aux municipalités. Lorsque Ford a menacé d'utiliser la « clause nonobstant », il a dit très clairement : « Nous avons un mandat et nous allons aller de l'avant avec le mandat et tenir nos promesses. Et le peuple... sera juge et partie. Je peux vous assurer une chose, nous allons régler le problème, nous allons construire le transport en commun, nous allons construire des infrastructures et nous allons régler le problème du logement. »

L'un des problèmes est le mythe perpétué selon lequel les élections donnent aux gouvernements néolibéraux des mandats de gouverner au nom des citoyens. Sur la question de la violation de la liberté d'expression des électeurs, le juge Belobaba a établi un lien avec la « représentation efficace », déclarant que « la liberté d'expression de l'électeur doit inclure son droit de voter de manière significative et efficace ». Il a déclaré que « le projet de loi 5 ayant presque doublé la taille de la population des districts électoraux urbains de 61 000 habitants en moyenne à 111 000, il a violé le droit des électeurs municipaux de voter pour une représentation efficace ».

Un aspect important de cette décision, cependant, est moins la législation elle-même que le moment choisi. Le projet de loi 5 a été adopté le 14 août malgré les nombreuses voix d'opposition qui ont été rejetées du revers de la main par les conservateurs au pouvoir. Des gens de tous les milieux et représentant la diversité de la sphère politique, les gens qui avaient appuyé le projet de loi 5 ainsi que ceux et celles qui s'y étaient opposés, ont dénoncé le mépris du gouvernement envers les élections municipales elles-mêmes, envers l'impartialité administrative et envers tous les citoyens qui se sont présentés comme candidats. La stratégie de réduire le conseil municipal de Toronto a été annoncée le 27 juillet, date limite pour enregistrer sa candidature dans le cadre de la période électorale formelle ayant débuté le 1er mai. L'adoption du projet de loi a passé par toutes sortes de manoeuvres, y compris un processus accéléré, un temps limité pour mener les débats, l'élimination de l'étape des travaux en comité, aucune audience en comité, aucune possibilité d'amender le projet de loi et aucune audience publique.

Réagissant aux critiques face à ces agissements arbitraires, le leader parlementaire Todd Smith a justifié la décision d'éliminer l'étape de l'étude en comité en affirmant que son parti venait d'obtenir un gouvernement majoritaire : « Ce qui est démocratique c'est que le 7 juin le peuple de l'Ontario a parlé haut et fort, il a fait un choix clair...Il a choisi le premier ministre Doug Ford et le gouvernement progressiste-conservateur. »

Puisque les règles du jeu ont changé en plein milieu de l'élection, après que 509 candidats eurent déposé leurs déclarations de candidature dans chacun des 47 districts et que plusieurs avaient déjà commencé leur campagne, les candidats et les administrateurs électoraux ont été plongés dans le chaos et la confusion. La secrétaire municipale de Toronto Ulli Watkiss a dit aux journalistes qu'en moyenne de huit à dix mois étaient nécessaires pour préparer l'élection municipale et, avec l'adoption du projet de loi 5, la période d'administration du nouveau régime électoral avait été réduite à moins de trois mois.

Le 13 septembre, elle a dit au Conseil municipal que le nombre de sièges, 47 ou 25, importait peu, puisque, de toute façon, le temps sera trop restreint pour mener à bien cette élection, et qu'elle a avait même retenu les services d'un avocat pour savoir si ses pouvoirs administratifs lui permettaient de reporter l'élection.



L'opposition à ces agissements antidémocratiques est très répandue. Un des opposants les plus acharné est sans doute le maire de Toronto John Tory, qui était un des concurrents au leadership du Parti conservateur de l'Ontario. Évidemment, depuis que la Ville de Toronto relève de lui, il a parlé haut et fort contre le projet de loi 5 et a joué un rôle déterminant dans la contestation du projet de loi. Pour ce qui est de Ford, il ne fait que répéter que « les gens qui sont les plus véhéments et combatifs [face à la législation] ne constituent

qu'un petit groupe de conseillers municipaux de gauche qui ne cherchent qu'à se la couler douce sur le dos des contribuables ou des groupes d'activistes qui pérennisent leur pouvoir grâce au statu quo ». Et c'est bien là le mantra de l'offensive antisociale selon lequel « le peuple » réclame « des mesures de droite » et quiconque s'y oppose est à blâmer pour tous les problèmes de la société.

Ce fiasco met en lumière la nécessité pour les citoyens de démêler la question de qui accorde un mandat et à quelle fin. Le slogan « Pas en mon nom » est très à propos puisqu'il soulève l'importance de parler en notre propre nom pour veiller à trouver des solutions aux problèmes de la société. Ainsi nous réglerons nos comptes avec ce qui est au coeur du problème, c'est-à-dire, comment retirer de leur poste d'influence tous ceux qui prétendent frauduleusement avoir un mandat leur permettant d'agir au nom du peuple.

Note

1. Une étude menée par la ville de Toronto de 2014 à 2017 sur les limites des districts électoraux municipaux a examiné puis a ensuite rejeté l'option de 25 districts électoraux municipaux. Plus de 900 personnes ont participé à la première phase des consultations et la ville de Toronto a augmenté le nombre de districts électoraux municipaux de 44 à 47 pour les élections de 2018.

Le site Web Draw the Lines Ward Boundary Review, mis en place pour cette consultation, explique les raisons de cette révision : « En raison de facteurs tels que la croissance démographique et les nouvelles constructions, certains districts électoraux municipaux dépassent de plus de 30 à 45 % la population moyenne d'un district électoral municipal. Par conséquent, chaque Torontois n'est pas représenté de manière égale au conseil municipal. En d'autres termes, le vote d'une personne n'a pas la même valeur ou le même poids que celui de la personne suivante [...]

La nouvelle structure de 47 districts électoraux municipaux a été contestée à la Commission des

affaires municipales de l'Ontario et à la Cour divisionnaire de l'Ontario par des demandeurs favorisant un système de 25 districts électoraux municipaux. Dans les deux cas, la décision de la ville a été confirmée. La décision de la CAMO stipule que « la représentation efficace est le principal objectif et la commission conclut que la structure de 47 districts électoraux municipaux, reflétée dans les règlements, atteint cet objectif ».

Les Torontois disent non à la restructuration antidémocratique du gouvernement



Rassemblement à l'hôtel de ville de Toronto, le 12 septembre 2018

Plus de 500 Torontois ont participé à un rassemblement animé à l'hôtel de ville de Toronto le 12 septembre pour s'opposer à la restructuration arbitraire, dictatoriale et antidémocratique du gouvernement municipal par le gouvernement de l'Ontario. Les mesures que le gouvernement est prêt à prendre - en invoquant la « clause nonobstant » dans un projet de loi de remplacement, le projet de loi 31, *Loi de 2018 pour des administrations locales efficaces* - pour renforcer son programme néolibéral ont considérablement élargi l'opposition. Cette opposition est en action depuis le 27 juillet, lorsque le projet de loi 5, *Loi de 2018 sur l'amélioration des administrations locales*, a été annoncé au milieu de la campagne électorale municipale du 22 octobre.





Rassemblement à l'hôtel de ville de Toronto, le 12 septembre 2018

Plus tôt dans la journée, alors que l'Assemblée législative se réunissait à nouveau pour que le gouvernement conservateur puisse faire valoir sa volonté à l'égard de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario qui a déclaré que le projet de loi 5 contrevenait à la Charte des droits et libertés, les gens se rassemblaient devant Queen's Park afin de remplir la tribune publique pour la période des questions. À l'intérieur, ils ont refusé de rester silencieux face à l'arrogance du gouvernement. « Nous sommes le peuple ! La démocratie ! » ont-ils lancé. « C'est notre endroit. C'est notre province. C'est notre ville », a crié une femme en réponse à la décision du gouvernement Ford de vider la tribune publique. Plusieurs personnes ont été menottées lorsqu'elles ont refusé de partir.



Queen's Park le 12 septembre 2018

Depuis l'annonce du projet de loi 5, les gens sont en action. Ils se sont rassemblés à Queen's Park et ont rempli les tribunes ; des centaines d'autres sont à l'extérieur, incapables d'entrer, lors du débat sur la législation. Ils ont rempli la tribune de l'hôtel de ville et les salles de débordement en demandant au conseil municipal et au maire John Tory de contester le projet de loi, à la fois politiquement et par des moyens légaux. Les conseillers ont voté pour participer à des actions juridiques lors d'une assemblée le 20 août. La fin de semaine avant que le Conseil prenne la décision de lutter contre la législation devant les tribunaux, des milliers de personnes ont

téléphoné, envoyé des courriels et signé des pétitions pour insister pour que le Conseil prenne des mesures. Le jour de l'assemblée du Conseil, la salle était bondée.



Manifestation à Queen's Park durant le débat sur le projet de loi 5, le 2 août 2018

Parmi ceux qui, dès le premier jour, se sont opposés à l'ingérence arbitraire de la province dans la gouvernance de la ville, et en particulier au « choc et stupeur » de précipiter les élections municipales dans le chaos, il y avait plusieurs conseillers municipaux et candidats au poste de conseiller.

Une des caractéristiques des élections municipales de cette année est qu'il y aurait trois nouveaux districts et qu'un certain nombre de conseillers municipaux chevronnés ne se présentent pas. En partie encouragés par cette situation, car il est très difficile de gagner contre un conseiller sortant, un nombre assez important de jeunes et de nouveaux candidats se sont présentés, parmi lesquels on compte plusieurs femmes. Nombreux sont ceux qui s'expriment sur les réseaux sociaux, lors de réunions et d'entretiens, et appellent ceux qui sont dans leurs quartiers à se joindre à eux pour faire échec à la législation.

Des conseillers municipaux ont organisé des assemblées de discussion ouverte pour informer leurs électeurs de ce que la législation signifie et se mobiliser contre elle. La conseillère Kristyn Wong-Tam a parlé de l'importance de l'élection des conseillers à cette élection, qui défendront les services et les avoirs publics dans une situation où les intérêts privés exercent une influence grandissante à l'hôtel de ville. Il y a une pression pour des projets d'infrastructures à grande échelle, actuellement en cours de réalisation, à construire de manière privée. La restructuration du gouvernement municipal ne fera qu'accroître ces tendances, a-t-elle souligné.



Assemblée publique, au centre communautaire situé au 519 rue Church, le 15 août 2018.

Le 16 août, une assemblée publique attirant beaucoup de monde a été organisée par plusieurs organismes communautaires en collaboration avec le Conseil du travail du district de Toronto. Les groupes communautaires qui traitent de questions telles que la défense des droits des travailleurs précaires, de l'environnement et du logement abordable ont évoqué le travail qu'ils accomplissent auprès des conseillers locaux et leurs inquiétudes que, avec des quartiers plus grands à représenter, les conseillers ne pourront plus le faire.



Assemblée publique, Metropolitan United Church, le 16 août 2018.

Les gens se sont impliqués dans la discussion sur les contestations judiciaires qui pourraient être lancées pour bloquer la législation qui viole leur droit d'avoir un mot à dire dans la gouvernance. Le premier à déposer un recours en justice contre le projet de loi 5 était un candidat au conseil municipal qui avait demandé une révision juridique du projet de loi quelques heures après sa présentation. Une troisième contestation judiciaire a ensuite été déposée au nom des candidats et des électeurs. Une centaine de personnes ont assisté le 31 août à l'audience devant la cour.



Que le gouvernement provincial puisse simplement contourner la façon dont un gouvernement local s'organise et le fait en pleine élection municipale, avec pour seul recours de faire appel à un organe non élu qui fait partie des pouvoirs de police - les tribunaux - pour se prononcer en faveur du peuple et abroger le projet de loi démontre le problème auquel le système politique est confronté. Les gens n'ont pas leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie, parmi lesquelles une très importante est d'avoir leur mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés. C'est le problème urgent qui nécessite une solution.

(Photos: LML, Progress Toronto, D. Curran, FEEO)

À titre d'information

L'économie de l'Ontario

Le nouveau gouvernement de l'Ontario administre la plus grande économie sous-nationale au sein du Canada. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Ontario pour 2017 était de 830,446 milliards de dollars.

Le PIB de l'Ontario représentait 38,7 % du PIB total du Canada, qui s'élevait à 2 145,855 milliards de dollars.

(Note : Tous les totaux dans l'article sont pour l'année 2017 en dollars canadiens courants, sauf indication contraire.)

La production de biens représentait 22,1 % du PIB de l'Ontario, tandis que les services totalisaient 77,7 %.

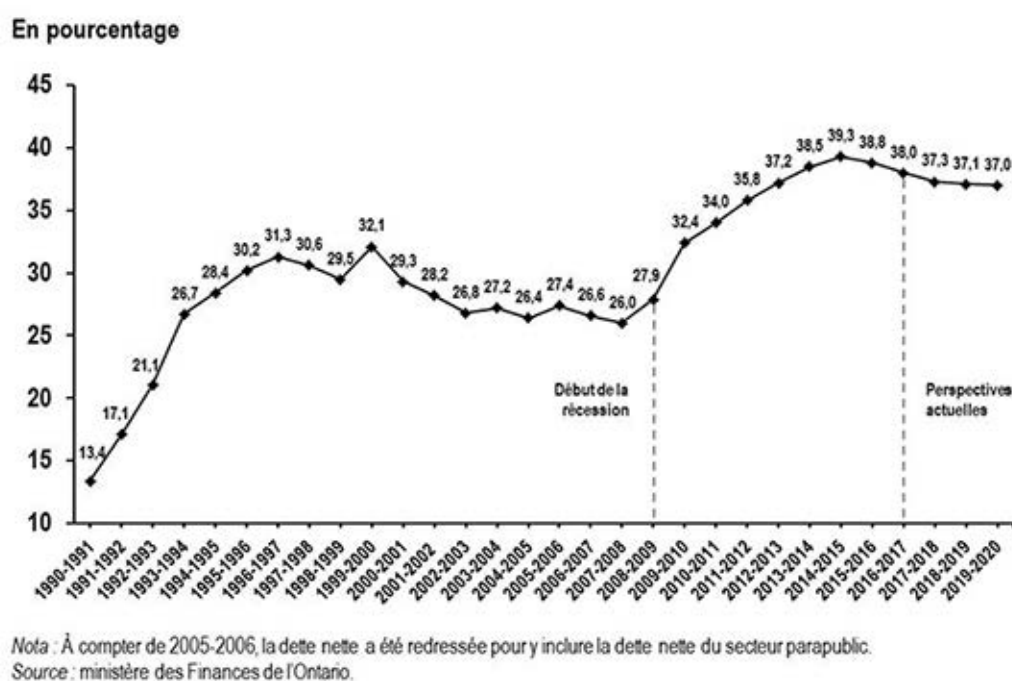
Les ventes manufacturières (et non la production réelle) ont totalisé 304,855 milliards de dollars, soit 36,7 % du PIB ontarien.

Les ventes au détail à la consommation se sont élevées à 216,318 milliards de dollars, soit 26,05 % du PIB ontarien.

Le nombre d'unités de véhicules automobiles neufs vendus était de 857 155.

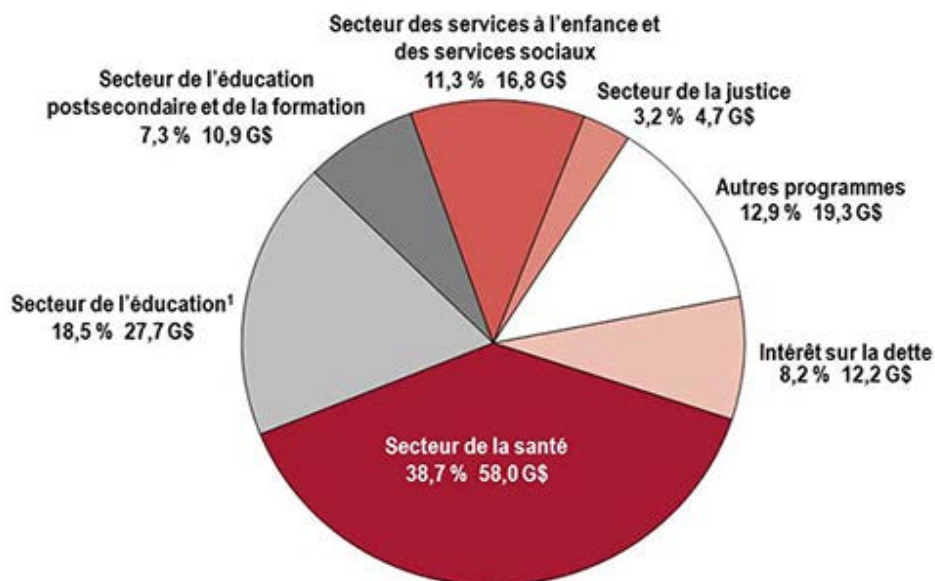
Le commerce de gros se chiffrait à 377,719 milliards de dollars, soit 45,48 % du PIB.

La dette nette de l'Ontario envers les prêteurs privés était de 301,6 milliards de dollars, soit 36,3 % du PIB.



L'Ontario a déboursé 11,97 milliards de dollars pour assurer le service de la dette aux prêteurs privés en 2017, ce qui représente 8 % des recettes totales et la quatrième en importance. Les recettes publiques totales se sont élevées à 133,228 milliards de dollars.

Total des charges en 2017-2018 : 149,6 milliards de dollars



¹ À l'exclusion des charges relatives au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, incluses dans « Autres programmes ».
 Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

La fabrication en Ontario

Les principales industries manufacturières en Ontario comprennent l'automobile, l'acier, les technologies de l'information et des communications, les aliments, la biotechnologie et les produits pharmaceutiques et médicaux avec des livraisons combinées de 300,8 milliards de dollars de produits sociaux en 2016.

L'industrie du matériel de transport a vendu à elle seule 105,6 milliards de dollars de produits sociaux, tandis que la fabrication de produits alimentaires a vendu 40,6 milliards de dollars. Selon ontario.ca, la province est la plus grande juridiction infranationale d'assemblage automobile en Amérique du Nord.

L'industrie du matériel de transport représentait 35,1 % des ventes des fabricants en Ontario, tandis que la province représentait 49 % des ventes totales du secteur de la fabrication au Canada en 2016, soit 614,4 milliards de dollars.

Quatre-vingt-huit pour cent des produits sociaux fabriqués en Ontario ont été exportés (chiffres de 2011), la quasi-totalité de ces exportations étant destinée aux États-Unis.

Après la Californie et le Texas, l'Ontario compte le plus grand nombre d'employés manufacturiers au Canada et aux États-Unis, totalisant 751 400 travailleurs ontariens, soit environ 44,2 % de tous les travailleurs de la fabrication au Canada.

L'emploi au niveau national dans le secteur de la fabrication était de 1,7 million de travailleurs en 2016, avec près d'un travailleur sur dix dans ce secteur en 2016, un niveau relativement inchangé depuis 2009.

(Pour des caractéristiques détaillées de la main-d'oeuvre de l'Ontario par industrie, [cliquez ici](#).)

L'économie des ressources naturelles de l'Ontario

Les secteurs des ressources de l'Ontario comprennent l'énergie, les forêts, les minéraux et l'exploitation minière, ainsi que la chasse, la pêche et l'eau.

Note : Statistique Canada définit les activités liées aux ressources naturelles « comme celles qui se traduisent par des biens et services provenant d'actifs d'origine naturelle utilisés dans l'activité économique, ainsi que par leur transformation initiale (fabrication primaire) ». Cette définition exclut les activités telles que l'agriculture qui impliquent une culture intensive.

Le PIB des ressources naturelles de l'Ontario, qui s'élevait à 38,947 milliards de dollars, représentait 4,9 % du PIB total de l'Ontario en 2016, soit 794,835 milliards de dollars. Sur ce PIB, l'énergie était de 47,5 % ; minéraux et mines 36,9 % ; chasse, pêche et eau 9,8 % ; et forêt 5,9 %.

L'Ontario importe plus de ressources naturelles qu'il n'en exporte. Notez que les exportations et les importations provinciales comprennent d'autres régions du Canada. Les produits miniers et miniers (50,9 %) et l'énergie (42,4 %) représentaient la grande majorité des importations de ressources naturelles.

Les exportations de ressources naturelles ont été menées principalement par les minéraux et les industries extractives (68,3 %), suivies de l'énergie (25 %) et de la foresterie (9,2 %).

Le ministère ontarien des Finances écrit : « Les industries forestières et minières en aval, qui comprennent la transformation secondaire et tertiaire, sont également des secteurs importants et amplifient l'impact global du secteur des ressources. La production réelle de ces industries en 2016 était de 14,0 milliards de dollars. Les industries en aval ont contribué 30,3 milliards de dollars aux exportations internationales et interprovinciales de l'Ontario en 2016. »

Au cours de l'année, en moyenne, 7 128 000 travailleurs occupés ont produit et distribué le PIB de l'Ontario ou, d'une autre manière, ont participé à l'économie socialisée.

La population active totale de l'Ontario, possédant un emploi et sans emploi en 2017 était de 7 579 800, alors que la population actuelle est de 14 374 084 personnes. Le taux de participation au marché du travail en 2017 dans l'économie socialisée de la population adulte était de 64,9 %, dont environ 6 % ou 451 800 travailleurs étaient officiellement au chômage.

L'Ontario et l'Amérique du Nord

L'Amérique du Nord compte plus de 460 millions d'habitants. Les travailleurs génèrent un produit intérieur brut combiné de plus de 18 billions de dollars. En 2011, plus de 1,4 milliard de dollars ont traversé la frontière canado-américaine chaque jour et les échanges entre l'Ontario et les États-Unis ont représenté environ 716 millions de dollars de ce montant. (Source : ontario.ca)

Les importations en Ontario

Les importations internationales de marchandises en Ontario, non pas du Québec et des autres provinces, ont été évaluées à 346,962 milliards de dollars, soit 41,78 % du PIB ontarien.

Les États-Unis étaient le principal fournisseur international d'importations, avec 55,4 % du total des importations en Ontario, soit environ 191,176 milliards de dollars.

Les États-Unis étaient suivis par la Chine (12,4 %), le Mexique (8,2 %), le Japon (3,8 %) et l'Allemagne (2,5 %). Notez que la Grande-Bretagne ne faisait pas partie des cinq principaux fournisseurs d'importation.

Les cinq principales importations internationales en pourcentage du total étaient les véhicules automobiles et leurs pièces, à 22,6 %, les équipements mécaniques 14,4 %, les machines électriques 11,4 %, les produits en plastique 3,9 % et les produits pharmaceutiques 3,4 %.

Les exportations de l'Ontario

Les exportations internationales de marchandises de l'Ontario, pas celles vers le Québec et les autres provinces, se sont chiffrées à 199,392 milliards de dollars, soit 24,01 % du PIB ontarien.

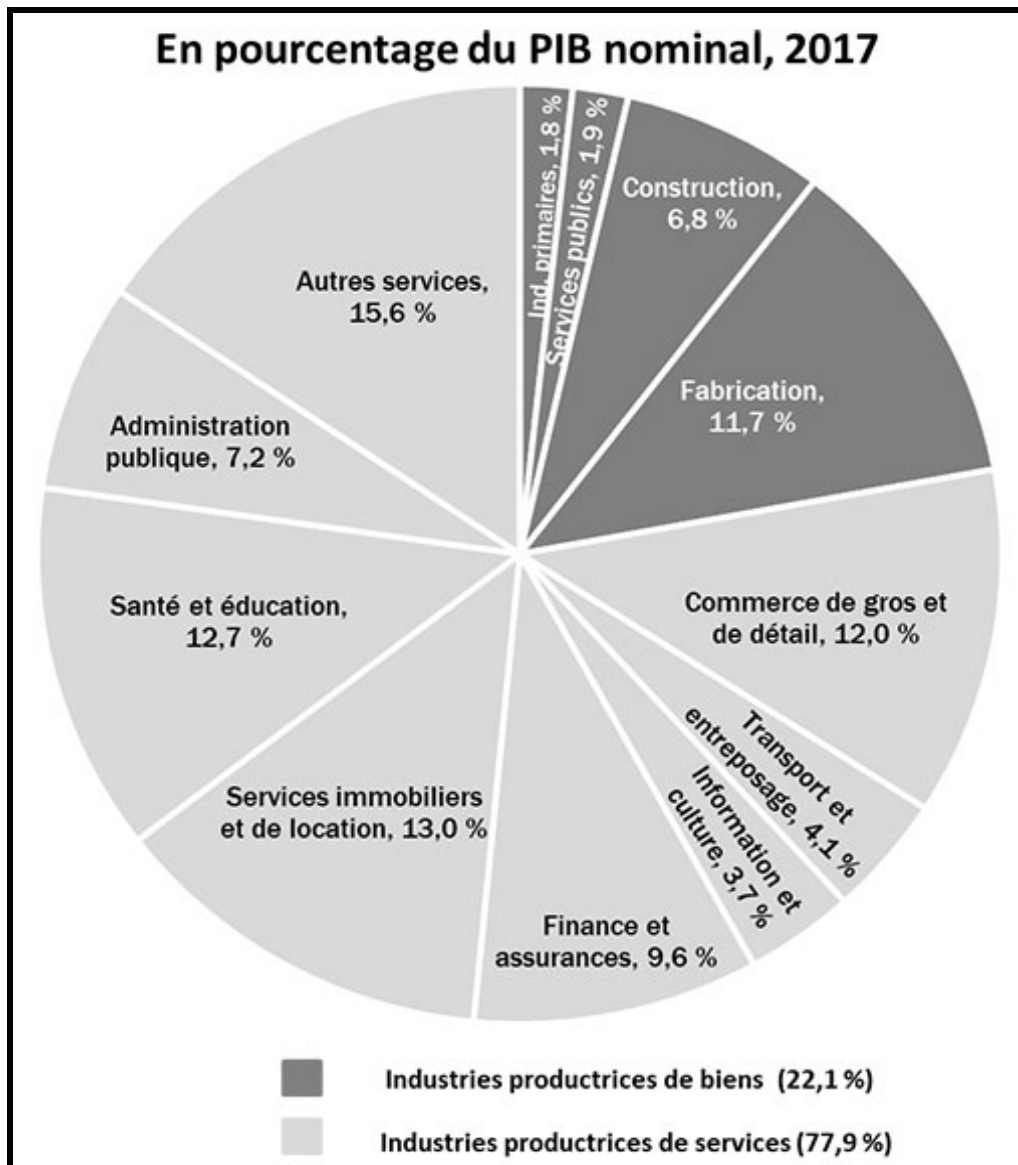
Les États-Unis représentaient de loin le principal marché d'exportation international, soit 80,3 % des exportations totales de l'Ontario, soit environ 160,121 milliards de dollars.

Les États-Unis ont été suivis par le Royaume-Uni avec une part de 7,3 % du marché des exportations, le Mexique 1,5 %, la Chine 1,4 % et le Japon 0,8 %.

Les cinq principales exportations internationales de l'Ontario en pourcentage du total étaient les véhicules automobiles et les pièces de 35,3 %, le matériel mécanique 10,1 %, les métaux précieux et les pierres 9,8 %, les machines électriques 3,9 % et les produits en plastique 3,6 %. Notez que les exportations de matières premières n'ont pas joué un rôle significatif.

Le PIB combiné de l'Ontario et du Québec est plus important que celui de tous les États américains sauf quatre : la Californie, le Texas, New York et la Floride.

Tableaux et graphiques



Tableaux du rapport à long terme sur l'économie de l'Ontario de 2017, source : ministère des Finances :

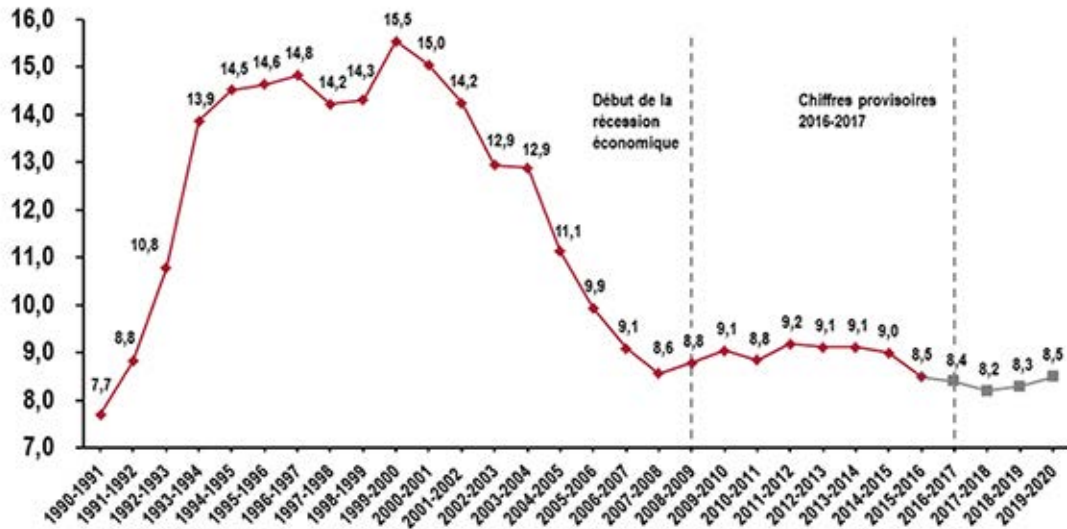
TABEAU 2.4 Variation de la part de l'emploi selon les principaux secteurs de l'Ontario (en pourcentage)

Secteur	1996	2006	2016
Secteur producteur de biens (y compris les éléments 1 à 2 ci-dessous)	26,4	24,6	20,3
1. Fabrication	17,5	15,4	10,7
2. Autres industries productrices de biens	8,9	9,1	9,5
Secteur producteur de services privés (y compris les éléments 1 à 10 ci-dessous)	51,7	53,8	55,5
1. Commerce de gros et de détail	15,0	15,7	14,8
2. Transport et entreposage	4,7	4,6	4,7
3. Information et culture	2,7	2,7	2,1
4. Services financiers	5,2	5,4	5,8
5. Services immobiliers et services de location et de location à bail	2,0	1,9	2,1
6. Services professionnels, scientifiques et techniques	6,1	7,0	8,5
7. Gestion, services administratifs et de soutien	3,4	4,5	4,7
8. Arts, spectacles et loisirs	1,8	2,2	2,4
9. Hébergement et services de restauration	6,0	5,8	6,5
10. Autres services	4,7	4,0	3,9
Services du secteur public (y compris les éléments 1 à 3 ci-dessous)	21,9	21,6	24,2
1. Éducation	6,6	6,9	7,2
2. Soins de santé et aide sociale	9,7	9,8	12,0
3. Administration publique	5,6	4,8	5,0

Nota : Le poste Autres industries productrices de biens englobe les secteurs de l'agriculture, de la pêche, des forêts, des mines, des services publics et de la construction.

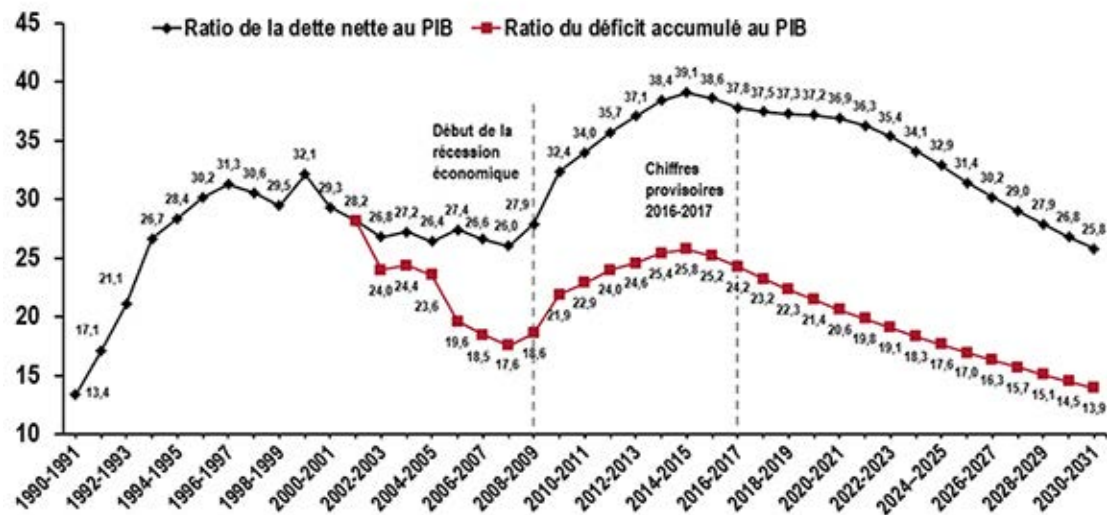
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Pourcentage



Source : Office ontarien de financement.

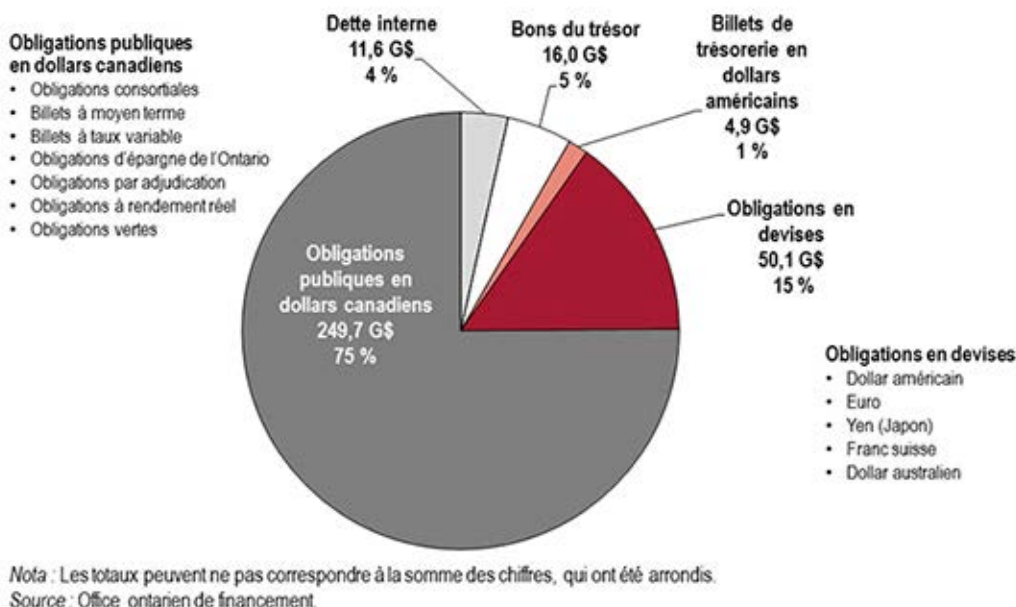
En pourcentage



Nota : À compter de 2005-2006, la dette nette a été redressée pour y inclure la dette nette du secteur parapublic. Les cibles provisoires de 35 % pour 2023-2024 et de 27 % pour 2029-2030 reposent sur les projections économiques actuelles.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Émissions : 332,4 milliards de dollars



Le mouvement du peuple de la Colombie-Britannique pour s'investir du pouvoir

Les avancées du camp du Oui dans la campagne référendaire en Colombie-Britannique

-Peter Ewart-

Les gens de tous les coins de la Colombie-Britannique se préparent fébrilement pour le référendum sur la représentation proportionnelle (RP) qui se déroulera du 22 octobre au 30 novembre par scrutin postal. Au cours de l'été, les activistes qui préconisent le scrutin de RP ont organisé des événements, des discussions et des actions de toutes sortes. Comme la date du référendum approche à grands pas, ils ont grandement intensifié leurs activités, un signe de l'importance pour les Britanno-Colombiens du renouveau démocratique et de s'investir du pouvoir.

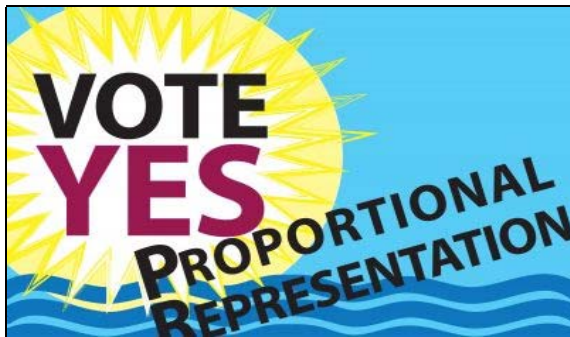
Par exemple, Fair Vote Canada BC (Pour un vote équitable), qui est enregistré auprès d'Élections Colombie-Britannique en tant que « commanditaire », a mobilisé 27 équipes locales dans toutes les régions de la province, de Vancouver et l'Île de Vancouver, dans le sud, à Prince George, Mackenzie et Terrace dans le nord. La priorité de ces équipes est de s'organiser sur le terrain et de favoriser la discussion dans les



Table pour un vote équitable au collège Okanagan à Kelowna

communautés. Selon son site web, il a jusqu'ici 66 événements à venir, y compris des sessions d'information publique, des tables de littérature, des rencontres, des représentations, du porte-à-porte et des réunions d'équipes. D'autres organisations et commanditaires pro-RP aussi organisent, distribuent de l'information et préparent des actions qui se tiendront à l'automne.

Dans un effort pour bloquer ce mouvement pour s'investir du pouvoir, le camp du NON, appuyé par des intérêts des grandes entreprises, propage de la désinformation et tente de créer un climat de panique comme quoi le ciel va s'écrouler si les électeurs approuvent la RP. Un millionnaire, ancien PDG de l'industrie forestière, a recours aux appels robotisés, à Facebook, aux journaux et aux publicités radiodiffusées contre la RP et le processus référendaire. Une association d'entreprises a recours à de la publicité négative pour déclarer que la RP est trop complexe et qu'il pourrait même porter des nazis au pouvoir. Un autre groupe d'entreprises prétend qu'un scrutin de représentation proportionnelle « ferait complètement dérailler l'économie de la province ».



Le groupe qui représente Vote No to Pro Rep (Votez NON à la RP) a seulement trois événements publics à l'horizon en date du 10 septembre pour les mois de septembre, octobre et novembre — un nombre considérablement inférieur au nombre d'événements organisés par le camp favorable à la RP. Il semble évident que plutôt que d'organiser sur le terrain, le camp du NON préfère faire une campagne publicitaire au moyen des médias sociaux, de la télévision, de

la radio et des journaux, en plus des reportages biaisés des médias monopolisés.

Face à cette désinformation et cette tentative de créer la peur, l'accent mis par les activistes pour le Oui à la RP sur la tenue de discussions sérieuses et l'organisation à la base est la façon dont les gens vont s'investir eux-mêmes du pouvoir et réaliser ce qu'ils veulent depuis longtemps, c'est-à-dire, se débarrasser du système désuet de scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Tout en oeuvre dans les prochaines semaines pour voter RP !

S'investir du pouvoir maintenant !



Table de littérature à la fête du Travail à Gibson, C.-B., le 4 septembre 2018

(Photos: D. Brose, Fair Vote BC)

Manifestation à Vancouver contre la construction du pipeline Trans Mountain et le rachat de Kinder Morgan par le gouvernement fédéral

- Brian Sproule -



Quelque 2000 personnes ont participé le 8 septembre à une marche bruyante et militante ainsi qu'à deux rassemblements contre la construction du pipeline Trans Mountain et le rachat des actifs canadiens du monopole américain Kinder Morgan par le gouvernement fédéral. Bâtissons notre avenir et non un pipeline a été le thème de la manifestation de trois heures, une des centaines d'événements tenus lors de la journée d'action internationale « Debout pour le climat ».

Les participants ont commencé à arriver à l'événement bien avant le début de la marche, pour mettre en place des équipements, des kiosques d'information et des bannières et engager la discussion. Des personnes de tous âges et horizons sont venues - travailleurs, professionnels, propriétaires de petites entreprises, jeunes, étudiants, peuples autochtones, minorités nationales, écologistes, activistes communautaires et politiques, personnes de diverses confessions et autres. Parmi eux, certains ont déjà été arrêtés et condamnés pour « outrage criminel » pour avoir défié une injonction interdisant de bloquer l'accès au terminal de Burnaby Mountain de Kinder Morgan. Il y avait une absence presque complète de représentants élus.



Un bref rassemblement a réuni des batteurs et des chanteurs autochtones qui étaient en avant et qui ont donné le rythme aux manifestants. La marche était bruyante et animée par des cris

incessants de slogans. La musique de deux cornemuseurs en son sein pouvait être entendue très loin. Les automobilistes qui passaient ont klaxonné et ils ont montré de la main leur appui, tout comme de nombreux piétons, dont certains ont pris des photos ou des vidéos. Un certain nombre de piétons ont quitté les trottoirs pour se joindre à la marche.

Parmi les banderoles, les pancartes et les slogans en évidence, on pouvait lire : *Bâtissons notre avenir, pas un pipeline ! ; Pas de sauvetage financier du pipeline Trudeau ! ; Pas de pipeline Trudeau - pas maintenant, jamais ! ; Il n'y a pas d'avenir dans les fossiles ! ; C'est le temps pour des choix éclairés ! ; Le pipeline Crudeau (Crudeoil) ne sera pas construit ! ; Pour un Canada moderne qui défend les droits de tous ! ; Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau ! ; Qui décide ? Nous décidons ! ; De l'argent pour les emplois (en éducation, en soins de santé, etc.), pas pour les pipelines ! ; Hé Trudeau, ton pipeline doit disparaître ! ; Le pouvoir au peuple ! ; Le traître Trudeau ! ; La justice climatique maintenant ! ; et Changement de système et non les changements climatiques !*

Les manifestants se sont arrêtés pendant plusieurs minutes devant le palais de justice où se déroulent les procès et les condamnations de plus de 200 personnes arrêtées à Burnaby Mountain. À proximité se trouvent les cellules de détention où ceux qui sont condamnés sont enfermés avant d'être transportés en prison. Plusieurs des personnes incarcérées sont des femmes âgées que le juge a qualifiées de « redoutables aînées » qui doivent être « dissuadées ». Les femmes âgées ont déclaré avoir été menottées, enchaînées et placées dans de petites cages lors d'un voyage de deux heures vers la prison dans la vallée du Fraser. Elles ont également été victimes d'indignités, comme être forcés de porter des vêtements sales dans la prison et se voir refuser un moment seul en privé.



Quelques-uns des aînées « redoutables » arrêtés pour avoir manifesté contre le pipeline Kinder Morgan



Les marcheurs sont revenus à leur lieu de rassemblement original, où les participants ont entendu une longue liste de conférenciers, dont le vice-président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, Bob Chamberlain. Il a déclaré que la décision de la Cour d'appel d'arrêter la construction du pipeline Trans Mountain était inattendue, mais bien accueillie, même s'il ne s'agit que d'un retard, le gouvernement fédéral ayant annoncé la construction du pipeline. Le chef Chamberlain a déclaré au rassemblement que le peuple avait le pouvoir d'arrêter le projet et qu'il devait le faire.

Un article intitulé « [L'alimentation de la machine de guerre des États-Unis](#) » repris du *Marxiste-Léniniste*, a été distribué. L'article souligne que l'ALÉNA « garantit l'accès des États-Unis aux ressources énergétiques canadiennes aussi longtemps que l'ALÉNA reste en place.

Essentiellement, cette obligation en vertu de l'ALÉNA prévoit que les sables bitumineux soient réservés en tant que source sécurisée d'approvisionnement pour les États-Unis et leur machine de guerre continuellement en expansion. Comment l'oléoduc de bitume Trans Mountain de



Kinder Morgan est lié à cet engagement de l'ALÉNA est caché derrière des discussions sur de nouveaux marchés en Asie et une moins grande dépendance du Canada envers le marché étatsunien. Comment les sables bitumineux devraient être développés pour servir la Forteresse Amérique du Nord, mener la guerre contre les concurrents mondiaux et détruire ceux qui refusent de se soumettre au diktat des États-Unis a déjà été décidé en vertu d'ententes secrètes dictées par les intérêts impérialistes privés les plus puissants. » L'article conclut que « les travailleurs canadiens ne sont pas impuissants face à la situation. Ils peuvent bâtir leurs propres institutions et faire entendre leurs voix indépendantes. Ils peuvent s'unir dans la discussion et les actions avec l'analyse pour s'opposer à ce qu'ils considèrent comme faux et trouver ce qui doit être fait pour que le pays se donne une nouvelle direction d'autosuffisance et d'édification nationale qui défie l'impérialisme américain et, grâce au renouveau démocratique, donner au peuple le pouvoir de décider et faire du Canada une zone de paix avec un gouvernement antiguerre ».

(Photos : D. Sprenger)

Donner la parole aux femmes autochtones disparues ou assassinées le long de la route des larmes



Le 9 septembre, dans le cadre de la campagne Robes rouges, la famille, les amis et les résidents de Prince George de tous les horizons se sont réunis pour rappeler les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées le long de la route des larmes. Avec des robes rouges vides tenues haut, chacune représentant un être cher perdu et des passants klaxonnant leur soutien, une

action de « prise de position » puissante a eu lieu au coin des routes 16 et 97. De là, les participants ont déménagé au parc commémoratif Lheidli T'enneh, où des robes rouges étaient suspendues à des arbres et décoraient le nouveau pavillon du parc, une toile de fond émouvante et inspirante pour le programme qui comprenait des orateurs, de la musique et de la danse, et qui soulignait le chagrin de la perte de ces êtres chers et la volonté de travailler ensemble pour changer la situation.



(Photos: LML)

L'anniversaire du 11 septembre

Non à l'intégration du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis !

Faisons du Québec et du Canada une zone de paix !

- Geneviève Royer -

Du 10 au 21 septembre, différents secteurs de la ville de Montréal serviront de lieu pour des « expériences en environnement urbain contesté (EUC 18) ». Ces exercices de guerre sont sous l'égide des Five Eyes (Cinq yeux), réseau mondial d'espionnage dirigé par les États-Unis, dont font aussi partie le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni.



Créée en 1947 par les États-Unis et le Royaume-Uni sous le nom d'ÉCHELON pour entre autres choses espionner l'URSS, l'alliance des Five Eyes se spécialise dans l'espionnage et la surveillance contre des compagnies et des gouvernements étrangers, ainsi que contre leurs citoyens respectifs. En 2013, l'ancien agent de la CIA, Edward Snowden, décrivait les Five Eyes comme « une agence de renseignement supranationale qui ne répond pas aux lois de ses propres pays membres ». Le Canada, étant intégré à la sécurité intérieure des États-Unis, participe activement aux efforts de guerre, d'espionnage et de déstabilisation impérialistes. À titre d'exemple, le 6 octobre 2013, il a été révélé que le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) — agence membre des Five Eyes — avait espionné le ministre et le ministère de l'Énergie et des Mines au Brésil, ainsi que des communications internes et diplomatiques entre le gouvernement brésilien et d'autres organisations gouvernementales et internationales.

Selon le journal *La Presse*, pas moins de 150 scientifiques et une centaine de soldats mettront à l'épreuve différentes technologies, dont une veste balistique dite intelligente qui facilite les échanges d'informations entre les soldats sur le terrain et leurs supérieurs. Un prototype de « poste mobile d'observation », alliant trois types de caméras, sera aussi mis à l'essai ainsi qu'une technologie d'exosquelette motorisée permettant aux soldats de porter de lourdes charges ou de ménager leurs forces sur de longues distances. Des technologies de communications et de commandement et contrôle, comme des systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance terrestres, mais aussi aéroportées seront testées. Le site 45e Nord cite aussi un système de « surveillance et reconnaissance » (utilisé d'ailleurs lors du récent sommet du G7 dans Charlevoix), un mur de protection innovant censé remplacer les sacs de sable, un système mobile de barrière pour véhicule ou bien un camion mobile qui fait la détection de matériel biologique grâce à un laser.



Ces exercices de guerre ont lieu au belvédère Kondiaronk, au sommet du Mont Royal, près du Silo no 5, dans le Vieux-Port et sur la rue de la Montagne. Le centre nerveux des opérations se trouvera au manège militaire Côte-des-Neiges, où les scientifiques analyseront l'ensemble des données colligées par les capteurs dont seront équipés les soldats.

Dans un communiqué de presse laconique, la Défense nationale du Canada présente les exercices de guerre comme une façon « d'appuyer l'avancement de la recherche sur la meilleure façon de mener des opérations militaires dans des environnements urbains. » Mis à part cette déclaration irresponsable qui masque l'objectif agressif et belliciste de ces exercices, l'establishment du Canada et du Québec a passé sous silence les exercices EUC.

Le fait que les gouvernements du Québec et du Canada ne s'opposent pas aux exercices militaires menés ici pour peaufiner les capacités d'espionnage et les capacités militaires de ces grandes puissances agressives montre à quel point il est important d'investir le peuple du pouvoir souverain. Loin d'être un enjeu secondaire, le contrôle de la prise de décision sur les affaires politiques contribue à la cause de la paix à l'échelle internationale, freinant l'intégration accrue de la sécurité du Canada et du Québec à la sécurité intérieure des États-Unis et à leurs guerres d'agression.

Cela fait partie des silences étouffants qui sont imposés sur les véritables préoccupations du peuple québécois en cette période électorale qui mène au scrutin du 1er octobre. La question d'un Québec moderne et d'un projet d'édification nationale qui ne soit pas soumis aux intérêts bellicistes des impérialistes des États-Unis est un aspect central des préoccupations populaires. Elle ne peut pas être abandonnée parce que l'élite dirigeante présente comme un fait accompli que le Québec et le Canada ont été placés sous la juridiction de la sécurité intérieure des États-Unis et que les jeunes n'ont d'autre choix que de participer aux guerres d'occupation et d'agression des États-Unis.

Le Québec a une longue histoire d'opposition aux guerres impérialistes. Sous une forme ou une autre, les Québécois et leur jeunesse s'opposent aux agressions contre les autres peuples. L'utilisation de leur territoire pour préparer des agressions contre d'autres peuples ou contre les habitants du Québec et du Canada ne passe tout simplement pas. Le Québec et le Canada doivent devenir une zone de paix en se retirant de toutes les alliances agressives telles que Five Eyes, l'OTAN et NORAD. Les Québécois ont un rôle actif à jouer pour empêcher que leurs ressources humaines, naturelles et financières ne soient mises au service de la guerre.

(LML, Wikipédia, Défense nationale du Canada, La Presse, 45e Nord)

Élections au Brésil

Le Parti des travailleurs désigne un candidat pour remplacer Lula à la présidence du Brésil



Le 11 septembre 2018, le Parti des travailleurs du Brésil annonce que Fernando Haddad sera candidat à la présidence, suite à la décision des tribunaux qui empêche Luis Inácio Lula da Silva de se présenter.



Lula et Haddad durant la présidence Lula

Le 11 septembre, le Parti des travailleurs du Brésil a annoncé qu'en raison des décisions arbitraires et illégales des tribunaux brésiliens qui visent à empêcher l'ancien président Luis Inacio da Silva de se porter candidat aux élections d'octobre, et que la date limite pour la soumission des noms des candidats arrivait à grands pas, Lula et le Comité exécutif national du parti ont décidé de soumettre le nom de Fernando Haddad, le colistier de Lula, comme nouveau candidat présidentiel du Parti des travailleurs du Brésil. Manuela D'Avila du Parti communiste du Brésil a été nommée colistière de Haddad. Le lendemain, à partir de sa cellule à Curitiba où il est détenu comme prisonnier politique, Lula a fait parvenir une lettre à Fernando Haddad.

Lula y écrit :

Tu sais combien je t'admire comme être humain pour ton courage, ton intelligence et ta loyauté envers le peuple brésilien. Ensemble, nous avons eu l'occasion de faire un tas de choses pour notre pays, en particulier pour l'éducation de nos enfants et de notre jeunesse. Nous avons rendu l'éducation possible pour des millions de personnes grâce au ProUni [1], le système de quota, les nouvelles universités et les écoles techniques fédérales, et en valorisant nos enseignants et enseignantes, lorsque tu étais ministre de l'Éducation.

Je suis extrêmement fier de notre amitié et de notre partenariat.

Aujourd'hui, je te confie l'énorme responsabilité d'à nouveau prendre en main, pour le bien-être du peuple, le processus de transformation du Brésil, processus que nous avons entamé lorsque nous formions l'administration. Tu sais qu'il ne sera pas facile de redresser tous les torts qu'ils ont faits à notre pays ces deux dernières années. Il faudra travailler jour et nuit, ouvrir le dialogue avec la société, savoir quand écouter et savoir quand agir.

Ta grande expérience te permettra de relever ces défis. Tu as l'appui du Parti des travailleurs et de nos alliés. Tu as le Plan gouvernemental que nous avons élaboré ensemble pour sortir notre pays de la crise. Et tu peux toujours compter sur moi.

Tu visiteras tous les coins du Brésil comme je l'ai fait. Ton regard se fixera sur celui du peuple et tu verras ce que j'y ai vu : la volonté de changer, de rêver une fois de plus et de réaliser ces rêves, comme nous l'avons déjà fait. Tu me représenteras sur cette voie vers la présidence de la République, pour à nouveau réaliser le gouvernement du peuple et de l'espoir.

D'abord et avant tout, nos pensées doivent être avec le peuple, surtout avec ceux et celles qui ont besoin de soutien pour vivre une vie meilleure.

Tout ce que je te demande, cher ami, c'est de veiller sur le peuple brésilien avec le plus grand soin, comme j'aimerais tant le faire.

Note

1.ProUni, le programme de l'Université pour tous, a été inauguré en 2004 au cours de la présidence de Lula pour offrir des bourses aux étudiants en difficulté financière pour payer leurs frais de scolarité dans des institutions postsecondaires privées, puisque les universités et collèges publics du pays, où il n'y a pas de frais de scolarité, ne pouvaient accommoder toutes ces

personnes cherchant une éducation supérieure.

(Photos : PT, Brasil de Fato)

« Fernando Haddad sera Lula pour des millions de Brésiliens! »

- Lettre de Lula au peuple brésilien -



Fernando Haddad à Fortaleza, 12 septembre 2018

Lula s'est aussi adressé par lettre ouverte au peuple brésilien le 12 septembre. Il les exhorte à élire « mon frère Fernando Haddad » comme nouveau président du Brésil. Voici ce qu'il dit :

Mes amis,

Comme vous le savez sans doute, les tribunaux ont fait peser sur moi une interdiction de me présenter à la présidence de la République. En réalité, ils interdisent au peuple brésilien de voter librement pour changer la triste réalité de notre pays.

Je n'ai jamais accepté l'injustice, et il en sera toujours ainsi. Depuis plus de 40 ans, j'ai marché avec le peuple brésilien pour réclamer l'égalité et la transformation du Brésil en un pays meilleur et plus juste. Et c'est en me promenant partout au pays que j'ai pu constater de visu la souffrance dans l'âme du peuple, mais aussi l'espoir dans leurs yeux. J'ai vu l'indignation face aux nombreuses injustices qui se produisent et le désir des gens d'améliorer à nouveau leur vie.

C'est pour rétablir tant de torts et raviver l'espoir dans l'avenir que j'ai décidé d'être candidat présidentiel. Et en dépit des mensonges et de la persécution, le peuple nous a embrassé dans les rues et nous a placé à la tête des sondages.

Me voilà détenu depuis plus de cinq mois. Je n'ai commis aucun crime et j'ai été condamné par la

presse bien avant mon procès. Je continue de contester les procureurs de l'opération Car Wash, le juge Sergio Moro, et la cour d'appel TRF-4, et je les somme de présenter la moindre preuve contre moi, puisqu'on ne peut être coupable de crimes non commis, de sommes non détournées ni d'actes non déterminés.

Ma condamnation est une mascarade judiciaire, une vengeance politique, basées sur des mesures exceptionnelles prises contre moi. Ils ne veulent pas seulement arrêter et interdire le citoyen Luiz Inacio Lula da Silva. Ils veulent arrêter et interdire le projet brésilien que la majorité a approuvé dans quatre élections consécutives, et que seul un coup d'État a pu interrompre, un coup contre une présidente élue en toute légitimité- et qui n'a commis aucun 'crime de responsabilité' — un coup qui a finalement plongé le pays dans le chaos.

Vous me connaissez et vous savez que je ne cesserai jamais de me battre. J'ai perdu ma compagne Marisa, affligée par tout ce qu'a subi notre famille, mais je n'ai pas abandonné, aussi pour honorer sa mémoire. J'ai fait face aux accusations selon les procédures judiciaires. J'ai dénoncé les mensonges et les abus d'autorité devant chaque tribunal, y compris la Commission des droits de l'homme des Nations unies qui a reconnu mon droit d'être candidat.

La communauté judiciaire ici et à l'étranger s'est indignée face aux aberrations commises par Sergio Moro et la Cour de Porto Alegre. Des dirigeants partout dans le monde ont dénoncé le fait que mon procès a servi d'occasion pour porter des coups contre la démocratie. La presse internationale a exposé mondialement ce que [le conglomérat médiatique] *Globo* a tenté de dissimuler.

Malgré tout, les tribunaux brésiliens ont refusé de reconnaître un droit garanti par la constitution à tout citoyen, à condition de ne pas porter le nom de Luiz Inacio Lula da Silva. Ils ont rejeté la décision de l'ONU, ils ont rejeté le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel souscrit un Brésil souverain.

Par ses actions, ses omissions et ses retards, le judiciaire brésilien a privé le pays d'un processus électoral où participent toutes les forces politiques. Ils ont aboli le droit du peuple de voter librement. Maintenant ils veulent m'interdire de parler au peuple et même de participer à des émissions télévisées. Ils me censurent, comme ils l'ont fait pendant la dictature.

Il est possible que tout cela ne se serait pas produit si je n'avais pas été en avance dans tous les sondages. Il est possible aussi que je ne me retrouverais pas derrière les barreaux si j'avais décidé de laisser tomber ma candidature. Mais je n'échangerai jamais ma dignité contre ma liberté, contre mon engagement envers le peuple brésilien.

On m'a accusé en vertu de la loi de la Ficha Limpa pour me retirer de façon arbitraire de la course électorale, mais je ne leur permettrai pas sous ce prétexte d'emprisonner l'avenir du Brésil.

C'est le contexte dans lequel je dois prendre une décision en fonction de l'échéancier arbitraire qu'on nous impose. Je recommande au Parti des travailleurs et à la coalition « O Povo Felix de Novo » (Le peuple heureux à nouveau) de remplacer ma candidature par celle de mon frère Fernando Haddad, qui a jusqu'ici, en toute loyauté, mené à bien son mandat en tant que candidat à la vice-présidence.

Fernando Haddad, qui était ministre de l'Éducation sous mon gouvernement, est responsable d'une transformation majeure de notre pays. Ensemble, nous avons ouvert les portes de l'université à près de 4 millions d'étudiants issus des écoles publiques, les Noirs, les peuples autochtones, les enfants de travailleurs qui n'avaient jamais pu le faire. Ensemble, nous avons créé le PROUNI, le nouveau FIES (Programme fédéral de prêts étudiants), FUNDEB (Fonds d'assistance et de développement en éducation de base et d'appréciation des professionnels en

éducation), ENEM (Examen national des écoles secondaires), le Plan national de l'éducation, PRONATEC (Programme national pour l'accès à l'éducation technique et à l'emploi). Ainsi, nous avons inauguré quatre fois plus d'écoles techniques que dans les cent dernières années. Nous avons créé l'avenir.

Haddad est le coordinateur de notre Plan gouvernemental conçu pour extirper le pays de la crise. Ainsi, nous recevons des contributions de milliers de personnes et il discute de chaque question avec moi. Il sera mon représentant dans cette bataille pour nous remettre sur la voie du développement et de la justice sociale.

S'ils souhaitent étouffer nos voix et détruire notre projet pour le pays, ils se trompent. Nous sommes toujours vivants dans le coeur et dans la mémoire du peuple. Et aujourd'hui, notre nom est Haddad.

À ces côtés, en tant que candidate à la vice-présidence, est notre soeur Manuela D'Avila, ce qui confirme notre alliance historique avec le PCdoB (Parti communiste du Brésil) et d'autres forces telles que le PROS (Parti républicain de l'ordre social), le PSB (Parti socialiste du Brésil), mais aussi d'autres secteurs et les dirigeants d'autres partis, mais en premier lieu, avec les mouvements sociaux, avec les travailleurs dans les villes et dans les milieux ruraux, les forces porteuses du projet démocratique et populaire.

Notre loyauté -- la mienne, celle de Haddad et de Manuela -- est avant tout envers le peuple. Elle est envers les rêves de ces gens qui veulent à nouveau vivre dans un pays où tout le monde mange à sa faim, où il y a de l'emploi, des salaires décents, la protection judiciaire pour ceux qui travaillent, où les enfants ont des écoles et la jeunesse, un avenir, où les familles peuvent se permettre d'acheter une automobile, une maison, et continuer de rêver et de se réaliser. Un pays où tous ont des opportunités et personne des privilèges.

Je sais qu'un jour la vraie justice sera rendue et mon innocence reconnue. Et ce jour-là, je serai avec Haddad pour mener à bien le gouvernement du peuple et de l'espoir. Nous serons tous là ensemble pour que le Brésil retrouve son bonheur.

Je veux remercier ceux et celles qui ont fait preuve de solidarité en me faisant parvenir des messages et des lettres, qui ont prié et organisé des rassemblements pour ma liberté, qui manifestent partout dans le monde contre la persécution et pour la démocratie, et en particulier ceux et celles qui me tiennent compagnie de l'extérieur.

Un homme peut être incarcéré de façon injuste, mais non ses idées. Aucun oppresseur ne peut être plus grand que le peuple. Voilà pourquoi nos idées seront transmises aux autres par la voix du peuple qui se fera entendre, plus forte que les mensonges propagés par *Globo*.

C'est pourquoi, du fond de mon coeur, je voudrais demander à tous ceux qui auraient voté pour moi de voter pour mon frère Fernando Haddad à la présidence de la République. Dans le même esprit, je vous demande de voter en faveur de nos candidats dans la course pour les postes de gouverneurs et de sénateurs, pour que nous puissions bâtir un pays plus démocratique, souverain, sans la privatisation des sociétés d'État, avec plus de justice sociale, plus d'éducation, de culture, de science et de technologie, plus



de sécurité, de logements et de santé, et plus d'emplois, de salaires décents ainsi qu'une réforme agraire.

Aujourd'hui, nous sommes devenus des millions de Lula et, désormais, Fernando Haddad sera Lula pour des millions de Brésiliens.

À bientôt, mes amis. Jusqu'à la victoire !

Je vous embrasse. Votre compagnon de toujours,

Luiz Inacio Lula da Silva

(PT. Photos : Brasil de Fato, R. Stuckert)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca